



N° 5 - Juillet 2010

Panorama au 6 juillet 2010

Éditorial

Reprise de la production des IAA et des exportations de produits transformés

Sur l'ensemble de la campagne céréalière 2009/2010 les prix à la production auront été en recul par rapport à 2008/2009 de 18 % pour le blé et l'orge de mouture, 11 % pour le maïs. La campagne s'est toutefois achevée sur une note positive, avec des prix en reprise en France à la suite de la baisse du taux de change de l'euro et quelques incertitudes sur le niveau des prochaines récoltes européennes. Pourtant, les perspectives mondiales de la récolte 2010 s'annoncent favorables malgré un léger recul de la récolte mondiale en blé. Les bilans mondiaux sont équilibrés et le niveau des stocks ne suscite pas d'inquiétude pour le moment même si les stocks de maïs seront à nouveau en recul en 2010/2011 (*La campagne céréalière 2009/2010 s'achève sur des hausses de prix - Grandes cultures n° 2010/117 juillet 2010*).

Le climat en France a continué à être singulier. Après les épisodes froids de janvier et février, il s'est caractérisé par une faible pluviométrie en mars, sur tout le pays, et en avril dans le Nord et l'Ouest. Le niveau des réserves utiles des sols est fin juin en des-

sous des normales au nord d'une ligne La Rochelle-Nancy. Ce niveau est en revanche excédentaire ailleurs et notamment sur la façade est du pays et les massifs montagneux (*Infos rapides Climatologie - n° 7/12 juillet 2010*). Les premières prévisions pour les grandes cultures font état de rendements en nette baisse par rapport au bon niveau de 2009, les ramenant au niveau moyen de ces dernières années. Compte tenu des mouvements sur les surfaces (hausse en blé, baisse en orge et stabilité en colza), la production de blé baisserait de seulement 3 %, celle d'orge de 20 % et celle de colza de 19 % (*Infos rapides - Grandes cultures et fourrages n° 5/10 juillet 2010*). La production d'herbe cumulée au 23 juin serait également en retrait, n'atteignant pas le niveau de références sur quasiment tout le territoire. La succession des périodes froides au sud et de faibles précipitations au nord explique cette production limitée. Ce niveau est particulièrement faible dans les Pays de la Loire, le Poitou-Charentes, le Centre et l'Aquitaine (*Infos rapides Grandes cultures et fourrages - Prairies n° 3/7 juin 2010*).

Les toutes premières prévisions de production viticole indiquent quant à elles un niveau de production globalement proche de celui de l'an dernier et d'une année moyenne. Les épisodes froids ont toutefois entraîné un léger retard végétatif et l'alternance de périodes humides et chaudes une pression accrue des maladies telles que le mildiou qui pourrait en amputer le potentiel si la couverture sanitaire venait à se relâcher (*Infos rapides - Viticulture n° 1/5 juillet 2010*). Sur les marchés viticoles la fin de campagne est marquée par la reprise de la demande intérieure et des exportations. Les prix restent toutefois en retrait pour les vins d'appellation d'origine protégée (AOP) par rapport aux deux dernières campagnes. Ceux des vins avec Indication Géographique de Provenance et sans indication se maintiennent mieux, à l'exception des vins blancs sans IG. (*Marchés viticoles : une demande plus dynamique, Viticulture n° 2010/115, juin 2010*).

Les épisodes froids ont retardé les productions de légumes et de fruits, réduisant particulièrement l'offre en début de campagne et favorisant une bonne tenue des prix. C'est ainsi que l'indice

des prix à la production des fruits en juin se situe 21 % au-dessus de celui de l'an dernier et 8 % au-dessus de la moyenne des cinq dernières années. Pour les légumes ces chiffres sont de respectivement + 21 % et + 11 %. Pour les fruits, les volumes de récolte s'annoncent limités. Les rendements sont, selon les espèces, au mieux équivalents à ceux de l'an dernier et parfois très inférieurs, comme pour l'abricot et la cerise. Les surfaces sont toutes en baisse, suivant en cela une tendance pluriennale, mis à part pour l'abricot (*Infos rapides - Fruits (cerise, abricot, pêche, pomme, poire) juillet 2010*). Cette tendance de long terme est liée à la fois à l'érosion de la consommation de fruits frais et à la concurrence d'autres pays producteurs. Elle s'accompagne du développement de la consommation de fruits transformés – surtout sous forme de jus – qui fait plus que compenser, en équivalent fruits frais, la baisse de la consommation de fruits frais. Mais l'approvisionnement en fruits transformés provient pour plus de 90 % des importations, creusant ainsi considérablement le déficit des échanges depuis dix ans (*Les importations de jus soutiennent la consommation de fruits - Fruits n° 2010/118 juillet 2010*).

Dans le secteur des viandes, la production de volailles de chair ralentit sa progression par rapport à l'an dernier en mai. La hausse des abattages de poulet ne compense plus la baisse des abattages de dinde. Les prix à la production sont en recul, dans un contexte il est vrai de diminution du coût des aliments. La consommation est en hausse sur un an (*Infos rapides Aviculture - n° 7/11 juillet 2010*). Les abattages de canard gras se redressent en mai, après la diminution concertée de 2008 et 2009 mise en place par l'interprofession pour soutenir les cours. La consommation de 2009 a été en net progrès, en relation avec une campagne de promotion

– relance de la fête traditionnelle de la Saint-Martin du 11 novembre – et des prix modérés. Depuis une dizaine d'années la production, la consommation et les exportations de foie gras progressent avec des pauses dans le développement de la production, comme en 2004 et 2009 pour soutenir les prix (*En 2009, malgré la crise économique, la consommation française de foie gras a augmenté - Aviculture n° 2010/119 juillet 2010*).

Pour les animaux de boucherie, les abattages de gros bovins descendent au niveau de l'an dernier en mai. La baisse se confirme et s'accroît pour les veaux. La production ovine a entamé son reflux après le pic pascal dès le mois d'avril. La production porcine redevient en mai inférieure à celle de 2009. Les prix sont en léger retrait sur ceux de l'an dernier pour toutes les espèces, sauf pour les veaux et les brouillards (*Infos rapides - Animaux de boucherie n° 6/11 juin 2010*).

La campagne laitière 2009/2010 s'est achevée en mars avec une forte sous-réalisation des quotas et la nouvelle campagne a démarré mollement en avril. En revanche les prix se sont nettement repris par rapport à il y a un an, et notamment par rapport à avril 2009 qui avait été extrêmement bas à la suite des difficultés à parvenir à un accord interprofessionnel après le fort reflux des prix des produits industriels sur les marchés mondiaux. (*infos rapides - Lait n° 5/11 mai 2010*).

Très globalement, les campagnes des productions végétales se sont achevées sur des prix en retrait sur le niveau de l'an dernier et plus encore sur les prix très élevés d'il y a deux ans. Le climat du début de l'année a eu tendance à limiter ou du moins retarder des productions qui s'annoncent moyennes à basses, tout en favorisant la reprise des prix, nette sur les fruits et légumes. Pour les productions

animales, l'érosion des productions s'accompagne d'une érosion des prix en glissement annuel, sauf pour le lait, en nette reprise. Globalement les prix en mai sont proches de ceux de l'an dernier (*Infos rapides Prix agricoles et alimentaires - n° 7/10 juillet 2010*).

Du côté des coûts de production, le prix de l'ensemble des intrants en mai est en retrait de 3 % par rapport à mai 2009, la hausse du prix de l'énergie étant en grande partie compensée par la baisse du prix des engrais et des aliments. Le prix des engrais repart toutefois à la hausse à la suite du coût de l'énergie (*Infos rapides - Moyens de production n° 7/10 juillet 2010*).

Le reflux des prix des matières premières s'est également répercuté sur les prix des produits des IAA. Toutefois, l'activité des IAA s'est améliorée entre le premier trimestre 2009 et le premier trimestre 2010. L'activité s'est redressée grâce à l'augmentation de la demande extérieure et de la consommation des ménages. Malgré la baisse des prix, le chiffre d'affaires progresse légèrement, sans toutefois revenir au niveau de début 2008, il est vrai dans un contexte de flambée des prix des matières premières. L'emploi salarié ne diminue que légèrement par rapport à l'an dernier (*IAA : la reprise se poursuit - Industries agroalimentaires n° 2010/120 juillet 2010*).

La reprise du commerce extérieur des IAA du premier trimestre s'est poursuivie en avril et mai et a fortement redressé le solde commercial, les produits bruts évoluant peu pour leur part par rapport à 2009. Sur les cinq premiers mois de l'année 2010, le solde dépasse désormais 2,5 milliards d'euros, soit 0,9 milliard de plus que sur les mêmes mois de 2009. Ce sont les boissons et les produits laitiers qui contribuent le plus à cette amélioration. (*Infos rapides - Commerce extérieur agroalimentaire - n° 7/12 juillet 2010*).

Paul Casagrande

Sommaire des synthèses

Synthèses

La campagne céréalière 2009/2010 s'achève sur des hausses de prix, <i>Grandes cultures</i>	5	<i>Pierre Carrelet</i>
Les importations de jus soutiennent la consommation de fruits, <i>Fruits</i>	9	<i>Hélène Vigouroux</i>
En 2009, malgré la crise économique, la consommation française de foie gras a augmenté, <i>Aviculture</i>	19	<i>Christian Pendariès</i>
IAA : la reprise se poursuit, <i>Industries agroalimentaires</i>	25	<i>Lise Lefebvre</i>
Organismes et abréviations	31	
Pour en savoir plus	33	

Liste des Infos rapides parues

<i>Abricot, n° 3/4, juillet 2010</i>	<i>L. Bernadette</i>
<i>Animaux de boucherie n° 6/11, juin 2010</i>	<i>A. Egger, M.-A. Lapuyade</i>
<i>Aviculture, n° 7/11, juillet 2010</i>	<i>C. Pendariès</i>
<i>Bovins - Cheptel, juin 2010</i>	<i>M.-A. Lapuyade</i>
<i>Carotte, n° 1/6, juin 2010</i>	<i>J. Fressignac</i>
<i>Cerise, n° 3/3, juillet 2010</i>	<i>L. Bernadette</i>
<i>Chicorée, n° 1/5, juin 2010</i>	<i>J. Fressignac</i>
<i>Concombre, n° 2/5, mai 2010</i>	<i>J. Fressignac</i>
<i>Climatologie, n° 7/12, juillet 2010</i>	<i>H. Schoen</i>
<i>Courgette, n° 1/4, mai 2010</i>	<i>J. Fressignac</i>
<i>Commerce extérieur, n° 7/12, juillet 2010</i>	<i>H. Vigouroux</i>
<i>Fraise, n° 3/4, juin 2010</i>	<i>J. Fressignac</i>
<i>Grandes cultures et fourrages, n° 5/10, juillet 2010</i>	<i>H. Schoen</i>
<i>Lait, n° 05/11, mai 2010</i>	<i>S. Cazeneuve</i>
<i>Laitue, n° 1/6, juin 2010</i>	<i>J. Fressignac</i>
<i>Melon, n° 1/5, juin 2010</i>	<i>J. Fressignac</i>
<i>Moyens de production, n° 6/10, juin 2010</i>	<i>L. Lefebvre, A. Viguiet</i>
<i>Pêche, n° 3/5, juillet 2010</i>	<i>L. Bernadette</i>
<i>Poireau, n° 1/5, juin 2010</i>	<i>J. Fressignac</i>
<i>Pomme, n° 2/6, juillet 2010</i>	<i>L. Bernadette</i>
<i>Porcins, juin 2010</i>	<i>A. Egger</i>
<i>Prairies, n° 3/7, juillet 2010</i>	<i>J.-P. Cassagne</i>
<i>Prix agricoles et alimentaires, n° 7/10, juillet 2010</i>	<i>A. Viguiet</i>
<i>Stocks Pommes-Poires, n° 9/10, juin 2010</i>	<i>L. Bernadette</i>
<i>Tomate, n° 2/6, mai 2010</i>	<i>J. Fressignac</i>

Les Infos rapides sont disponibles dans « Conjoncture » sur www.agreste.agriculture.gouv.fr

[Retour éditorial](#)

La campagne céréalière 2009/2010 s'achève sur des hausses de prix

Les prix moyens de campagne de l'ensemble des céréales sont en recul par rapport à 2008/2009, et ce, pour toutes les origines. Pourtant le mois de juin 2010 s'achève sur une légère augmentation des prix par rapport à juin 2009 pour les origines américaines et russes. Le prix du blé rendu Rouen connaît récemment une hausse nette et rapide illustrant une tension à la suite des prévisions de récolte en baisse. Toutefois, les perspectives mondiales des récoltes 2010/2011 s'annoncent favorables malgré un léger recul de la récolte mondiale en blé. Les bilans mondiaux sont équilibrés et le niveau des stocks ne suscite pas d'inquiétude pour le moment même si les stocks de maïs seront à nouveau en recul en 2010/2011.

Le dernier rapport du Conseil international des céréales, publié le 24 juin, établit les premières prévisions de bilans mondiaux pour la campagne 2010/2011. Pour l'ensemble des céréales (non compris le riz), la production mondiale 2010 s'élèverait à 1 776 millions de tonnes (Mt) (- 1 % par rapport à 2009). Ce niveau de production resterait élevé par rapport à la moyenne des quatre dernières années (+ 3,5 %).

Les stocks mondiaux de blé prévus en hausse en 2010/2011

La production mondiale de blé s'établirait à 664 Mt (- 2 % par rapport à 2009) ce qui marquerait le deuxième recul consécutif. Cependant, cette production dépasserait nettement la

consommation mondiale. Celle-ci augmenterait sous l'effet de besoins plus importants en alimentation animale (658 Mt, + 1 % par rapport à 2009/2010). Mais les échanges mondiaux de blé diminueraient en 2010/2011 du fait de besoins moins élevés dans les pays du Moyen-Orient (- 2 %).

Finalement, les stocks mondiaux de fin de campagne 2010/2011 progresseraient à plus de 200 Mt, représentant 30 % de la consommation.

Nouvelle baisse des stocks mondiaux de report en maïs

La production mondiale de maïs poursuivrait sa progression pour atteindre 824 Mt en 2010/2011 (+ 2 % par rap-

port à 2009/2010). Cela ne suffirait pas face à une consommation approchant 830 Mt (+ 2 %) et des échanges mondiaux en hausse à 88 Mt. Les stocks mondiaux de fin de campagne 2010/2011 diminueraient pour la seconde campagne consécutive atteignant 137 Mt (- 4 %), ce qui représenterait 17 % de la consommation annuelle. Le rapport stock/consommation se rapprocherait alors d'un point bas atteint en fin de campagne 2006/2007. Par ailleurs, les échanges mondiaux de maïs sont prévus en hausse quand les échanges mondiaux de blé devraient diminuer. Les tensions sur le marché mondial du maïs pourraient donc apparaître en 2010/2011 si les conditions de culture des grandes zones de production américaines

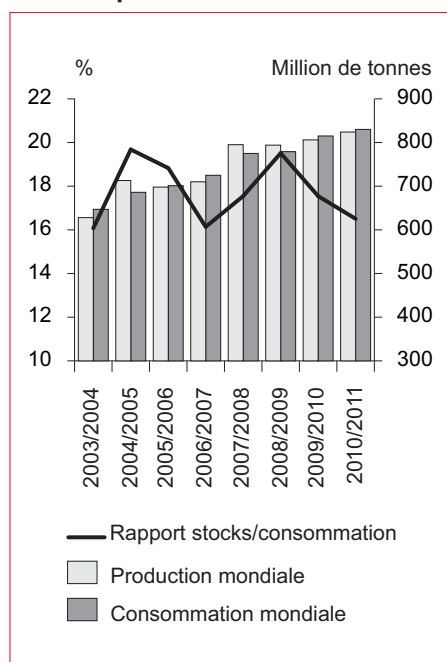
se dégradent. Ceci explique la hausse récente des prix du maïs d'outre-atlantique et le prochain bilan publié par l'USDA à la mi-juillet devrait permettre d'en savoir davantage sur le potentiel de récolte 2010.

Bilans mondiaux 2010/2011 excédentaires en graines oléagineuses

D'après le rapport du département américain à l'agriculture (USDA), la production mondiale 2010/2011 de graines oléagineuses dépasserait 440 Mt et serait donc stable par rapport à 2009/2010. Les utilisations mondiales de graines atteindraient 370 Mt (+ 5 % par rapport à 2009/2010) et le stock de report progresserait légèrement à près de 78 Mt (+ 1 %).

Après une campagne 2009/2010 marquée par une certaine tension sur les marchés des huiles végétales, la trituration mondiale de graines permettrait de répondre à l'ensemble des besoins (consommation humaine et filière diester) et les stocks de report 2010/2011 augmenteraient (+ 8 % par rapport à 2009/2010).

Rapport stocks/consommation de maïs peu élevé



Source : CIC (Conseil international des céréales)

Les productions céréalières européennes sont estimées en repli

En Europe, les dernières données mises à jour par Eurostat tablent sur une baisse de 1 % de la production céréalière 2010 par rapport à 2009. Les récoltes de blé tendre, blé dur et maïs grain augmenteraient (respectivement + 1 %, + 14 % et + 3 %). La production d'orge serait en nette baisse (- 5 %) après les records atteints en 2009 et 2008. Les disponibilités en orge sont largement excédentaires depuis deux campagnes et la mise à l'intervention sera limitée à partir de cette campagne.

Par ailleurs, les récoltes pourront s'écarter des prévisions car il est difficile de connaître précisément l'impact des épisodes actuels de temps sec sur le potentiel de production de céréales, en particulier pour le blé tendre. Les conditions météorologiques sèches font craindre des récoltes à la baisse et cela se répercute sur les cours, notamment pour le blé rendu Rouen au début du mois de juillet.

La production européenne de graines oléagineuses se stabilise malgré une légère baisse de la production de graines de colza (- 1 %). La production de graines de tournesol progresse quant à elle de plus de 2 % (Eurostat - EECP, juin 2010).

La campagne 2010/2011 débute avec des disponibilités mondiales et européennes élevées en blé tendre malgré la baisse de récolte.

Pour le maïs, les bilans mondiaux et européens sont prévus relativement équilibrés mais le risque de tension sur les disponibilités ne peut être écarté.

Pour les marchés oléagineux, les bilans mondiaux et européens sont excédentaires malgré la baisse de production européenne de graines de colza. Les conditions météorologiques défavorables au Canada pourraient entraîner une révision à la baisse de la production de canola. Cela aurait des répercussions sur les disponibilités mondiales en graines oléagineuses.

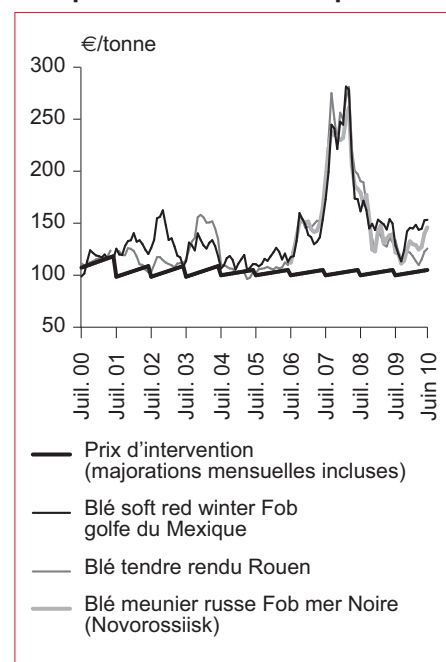
En juin, les prix des blés américains et russes sont plus élevés que l'an dernier

Sur le marché mondial du blé, le blé français termine la campagne 2009/2010 à un prix très compétitif face aux blés américains et aux blés russes. L'évolution du taux de change euro/dollar bénéficie toujours aux origines françaises sur les destinations d'Afrique du Nord et subsahariennes.

Le prix moyen de campagne du blé soft red winter origine golfe du Mexique avoisine les 139 €/t (- 9 % par rapport à 2008/2009), celui des blés meuniers russes origine mer Noire est tout juste sous 127 €/t (- 14 %). Le prix moyen du blé rendu Rouen se situe à 120 €/t (- 18 %).

L'évolution récente des prix en euros des différentes origines entraîne une différenciation entre blé rendu Rouen et les autres origines. En effet, le prix moyen de juin du blé rendu Rouen est inférieur à son niveau de juin 2009 (- 5 %) alors que les blés américains et russes sont à des niveaux supérieurs à ceux de juin 2009 (respectivement + 2 % et + 5 %). Le poids du disponible exportable dans les silos portuaires peut expliquer en partie ce constat.

La compétitivité du prix des blés européens ne se dément pas



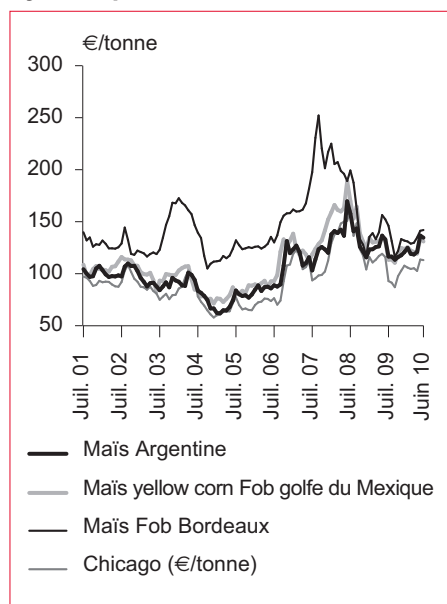
Sources : FranceAgriMer, La Dépêche

Le prix du maïs français reste compétitif par rapport aux maïs de la mer Noire et d'Argentine

Sur le marché du maïs, des bilans moins lourds qu'en blé et des utilisations croissantes pour la filière éthanol aux États-Unis expliquent le repli modéré des cours sur la campagne 2009/2010. Les prix moyens de campagne des maïs yellow corn origine golfe du Mexique et des maïs argentins se situent à 121,5 €/t, en repli par rapport à 2008/2009 de respectivement - 13 % et - 7,5 %. Le prix moyen de campagne du maïs Fob Bordeaux dépasse 132 €/t (- 11 %), niveau qui lui a tout de même permis de bien s'exporter vers les pays européens.

Les prix des maïs argentins et américains du mois de juin 2010 sont quasiment au même niveau qu'en juin

Les prix du maïs sont relativement dynamiques



Source : FranceAgriMer

2009 tandis que le prix du maïs Fob Bordeaux est toujours nettement inférieur (- 7 %).

Le prix de l'orge rendu Rouen, malgré la légère embellie des trois derniers mois de campagne, termine sous le prix d'intervention à 96 €/t (- 21 % par rapport à 2008/2009). La réduction de la récolte d'orge française en 2010 devrait permettre un meilleur écoulement des ressources en 2010/2011 qui sont exceptionnellement élevées à la suite des deux dernières campagnes. L'augmentation des utilisations pour l'alimentation animale prévue pour 2010/2011 devrait également bénéficier à l'orge qui présente des prix intéressants pour les fabricants d'aliments. Ces facteurs pourraient jouer favorablement sur les prix de l'orge pour la campagne 2010/2011.

Les cours des oléagineux sont toujours relativement élevés

Sur les marchés oléagineux, les cours de fin de campagne 2009/2010 sont toujours relativement élevés. Sur le marché français, les premières estimations de récolte de colza d'hiver font état d'une nette baisse par rapport à la récolte record de 2009 (- 17 %). Si l'on ajoute à cela les incertitudes quant à la récolte de canola canadienne, les cours des oléagineux s'annoncent encore relativement élevés en début de campagne 2010/2011.

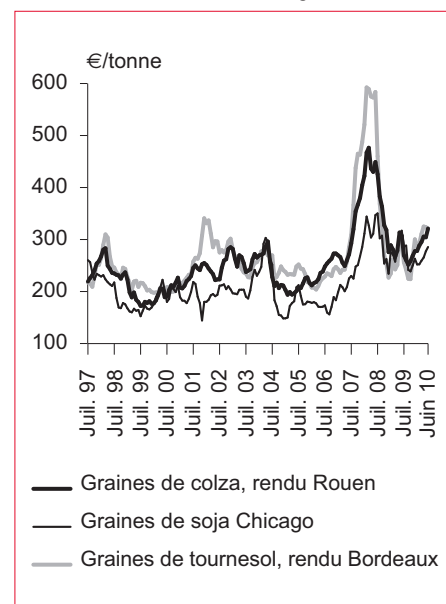
Sur le marché à terme américain de Chicago, le prix moyen de campagne des graines de soja termine à 263 €/t (- 8 % par rapport à 2008/2009). Le prix moyen du mois de juin se situe à 285 €/t en recul par rapport à juin 2009 mais nettement plus élevé que lors des cinq dernières années (respectivement

- 10 %/juin 2009 et + 13 %/moyenne des mois de juin 2005-2009).

En France, le cours moyen de campagne des graines de colza rendu Rouen atteint 281,5 €/t (- 12 % par rapport à 2008/2009). Au mois de juin, le prix mensuel rendu Rouen dépasse 321 €/t ce qui le positionne nettement au-dessus de l'an dernier et largement supérieur à la moyenne des cinq dernières années (respectivement + 5 % et + 10 %).

Pour les graines de tournesol, le prix moyen de campagne rendu Bordeaux est très proche de celui des graines de colza rendu Rouen avec 281 €/t (- 3 % par rapport à 2008/2009). De même pour le prix moyen de juin à 320 €/t (+ 9 % par rapport à juin 2009 et + 22 % par rapport à la moyenne juin 2005-2009 non compris juin 2008).

Prix des graines oléagineuses élevés malgré les disponibilités sud-américaines de soja



Source : La Dépêche

Sources et définitions

- Les données de la conjoncture Grandes cultures sont des données annuelles. Les estimations de surfaces et de rendement sont fournies par les services déconcentrés de la statistique agricole en fonction de l'avancement du calendrier agricole. Elles sont établies à dire d'experts et à partir des premiers résultats des enquêtes objectives sur l'utilisation du territoire (observation directe de 320 000 points) et les rendements (interrogation de 13 000 exploitants sur les rendements moyens constatés après récolte).
- Les données de production européennes sont fournies par l'organisme statistique européen : www.epp.eurostat.ec.europa.eu
- Les cotations mondiales et les bilans français provisoires (2008/2009) et prévisionnels (2009/2010) sont fournis par FranceAgriMer.
- Les bilans mondiaux sont établis par le Conseil international des céréales et l'USDA : www.igc.org.uk et www.usda.gov/oce/commodity/wasde/index.htm
- Les cotations françaises sont reprises de l'hebdomadaire La Dépêche - Le Petit Meunier.
- Les données du commerce extérieur sont fournies par la DGDDI des douanes françaises.

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Grandes cultures et fourrages » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Grandes cultures et fourrages » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Céréales et oléoprotéagineux : Une fin de campagne plus favorable pour les blés français », Synthèse Grandes cultures - Céréales et oléoprotéagineux n° 2010/113, juin 2010
- « Récolte en baisse pour l'orge et le colza d'hiver », Infos rapides Grandes cultures n° 04/10, juin 2010
- « Hausse des céréales à paille, malgré une chute de la sole d'orge, et surfaces des protéagineux en forte augmentation », Infos rapides Grandes cultures n° 03/10, mai 2010
- « Céréales et oléoprotéagineux : Prix bas pour le blé et l'orge, prix relativement élevés pour les oléagineux », Synthèse Grandes cultures - Céréales et oléoprotéagineux n° 2010/108, avril 2010
- « Céréales et oléoprotéagineux : Accroissement de la volatilité sur les marchés mondiaux des céréales et oléagineux », Synthèse Grandes cultures - Céréales n° 2010/99, janvier 2010

[Retour éditorial](#)

Les importations de jus soutiennent la consommation de fruits

En dix ans, la consommation globale de fruits a progressé. La demande en fruits transformés l'a en effet emporté sur le recul en fruits frais. Parallèlement, la production s'est réduite et ce sont surtout les importations qui ont répondu à la demande. La situation du commerce extérieur s'est surtout dégradée avec nos partenaires de l'Union européenne. L'excédent a fait place à un déficit en fruits frais ; le déficit s'est lourdement aggravé en fruits transformés avec l'essor de la consommation de jus de fruits, dont les échanges sont majoritairement intracommunautaires. À l'inverse, avec les pays tiers, le déficit a diminué en fruits frais, et s'est très légèrement alourdi en fruits transformés.

Baisse de la consommation de fruits frais

En dix ans, de 1999 à 2009, la consommation apparente de fruits frais a reculé de 6 %. Avec la croissance de la population, c'est l'équivalent de 12 % par habitant et par an. La consommation apparente par habitant et par an a le plus diminué pour la pêche, suivie des agrumes hors orange, du raisin et des pommes. La plupart des autres fruits, bien qu'en baisse aussi, résistent mieux.

Pommes, bananes, et oranges constituent près de la moitié des fruits frais mangés par les Français en 2009. La consommation de pommes recule de 19 % en dix ans. Elles restent néanmoins le fruit le plus consommé devant les agrumes et les bananes, avec 17 kg par habitant et par an en 2009.

Le recul est plus accentué pour les clémentines, mandarines et pamplemousses (tableau 1). La consommation de cerise est en forte baisse (- 12 %), mais ce fruit d'été pèse peu dans la consommation de fruits. La poire est en très légère baisse. Il en est de même pour l'orange qui est le 3^e fruit le plus consommé en 2009 avec 6 kg par habitant et par an. En revanche, la fraise, l'abricot, et l'ananas, progressent légèrement, tandis que le kiwi et les prunes sont en forte hausse. Pour le kiwi, la consommation est durablement orientée à la hausse. Il a dépassé l'abricot et n'est pas loin de la fraise.

Recul de la production des fruits frais pour les trois quarts des espèces

Ces dix dernières années, la production française de fruits frais a été

confrontée à la fois à la baisse de la demande intérieure et à la concurrence des pays voisins.

De fait, la production française de fruits pour la consommation en frais a baissé en dix ans, nettement plus que la consommation. Parmi les fruits en plus forte baisse (- 36 % en moyenne), se placent les pêches, les raisins, les bananes, les oranges et les poires. Ces cinq espèces concentrent en 2009 près de 20 % de la production de fruits frais. Toutefois, même dans les DOM, la production d'oranges est une des productions fruitières les plus limitées.

La production de pommes, 45 % de la production de fruits en 2009, poursuit son recul (- 17 %). L'introduction de nouvelles variétés (Fuji, variétés clubs) n'a pu assurer un redressement de la production française.

La production de poires, après une année historiquement bonne en 2004, décroît régulièrement depuis. L'introduction de poires qui prolongent la saison (Angély) et la concentration de la production n'ont pas empêché une baisse des quantités produites. De plus, la stabilité de la demande intérieure et la sensibilité au feu bactérien (quasi-disparition de la passe-crasane) n'incitent pas à une augmentation des surfaces.

La production de pêche décline le plus (- 40 %), en lien avec la sensibilité aux maladies (sharka) et la concurrence espagnole. **La production de nectarines** recule aussi. La nectarine française est moins attractive, du fait de la concurrence des autres fruits d'été, et de celle des nectarines importées.

La production de raisin de table française décline aussi régulièrement (- 37 %), sous l'effet notamment des arrachages de vignes.

La production française de bananes, localisée à 70 % en Martinique, baisse aussi fortement (- 37 %) en dix ans. Les ravages des cyclones, et surtout la concurrence des bananes « dollar » des pays d'Amérique centrale et du sud expliquent en grande partie la baisse de la production antillaise. Les aides compensatoires à la baisse des prix pour les bananes « exportations », et des droits de douanes toujours présents (148 euros/1 000 kg) n'ont pas enrayer le recul des surfaces plantées.

La baisse est plus modérée pour les ananas, les pommes, les fraises, les cerises et les nectarines (en moyenne - 17 %).

Plus de la moitié de notre **production d'ananas** est assurée par la Réunion (ananas victoria) qui a pris la première place devant la Martinique depuis 2004. Elle est destinée essentiellement à l'exportation. Les aléas climatiques et les contraintes du fret aérien expliquent en partie la baisse de la production.

En fraisiers, la baisse des surfaces se poursuit, et la production recule. Pourtant, des efforts de diversification des variétés de qualité (Manille, Charlotte, Ciflorette, Cléry), notamment en fraises rondes et la culture hors sol, ont été consentis pour contrer l'augmentation des parts de marché de la fraise ronde importée.

Excepté en 2009, la production de **cerises** a continué de décroître sur la période, en lien avec le recul des surfaces et une consommation stagnante.

Pour le kiwi, la production, en hausse en 2009 par rapport à 2008, fléchit modérément en dix ans (- 6 %). La concurrence des produits importés d'Italie ou du Chili explique ce résultat, car la demande, a contrario, bondit (+ 32 %).

Dans cet ensemble globalement en diminution, quelques productions sont orientées à la hausse : **clémentines, abricots, et prunes** (en moyenne

La hausse de la consommation en fruits transformés compense la baisse en fruits frais

Unité : millier de tonnes

France	2009	2008	1999	Évolution 2009/1999 (%)
Fruits marché frais				
Consommation ¹	4 422	4 234	4 705	- 6
Production	3 101	2 840	4 052	- 23
Exportations	1 238	1 253	1 519	- 18
Importations	2 559	2 647	2 172	+ 18
Solde des échanges (milliers tonnes)	- 1 321	- 1 394	- 653	+ 102
Solde des échanges (M euros)	- 1 191	- 1 314	- 670	+ 78
Fruits marché transformation²				
Consommation ¹	7 019	6 927	4 780	+ 47
Production	421	355	509	- 17
Exportations	987	1 111	1 136	- 13
Importations	7 585	7 683	5 407	+ 40
Solde des échanges (milliers tonnes)	- 6 598	- 6 572	- 4 271	+ 54
Solde des échanges (M euros)	- 1 141	- 1 170	- 738	+ 55
Ensemble des fruits²				
Consommation ¹	11 441	11 161	9 485	+ 21
Production	3 522	3 195	4 561	- 23
Exportations	2 225	2 364	2 655	- 16
Importations	10 144	10 330	7 579	+ 34
Solde des échanges (milliers tonnes)	- 7 919	- 7 966	- 4 924	+ 61
Solde des échanges (M euros)	- 2 332	- 2 484	- 1 408	+ 66

1. Consommation globale. La consommation par tête citée dans le texte présente une évolution minorée d'environ 6 % en raison du croît de population.

2. En équivalent fruits frais.

Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

+ 21 %). L'augmentation des vergers de variétés précoces d'**abricots** contribue à la hausse des volumes. **En prunes de table**, après l'année 2008 déficitaire, la production bondit (+ 33 %), leur part dans la production des fruits passe de 2 à 3 %. Pour ce fruit, la concurrence des fruits importés est faible.

L'excédent en fruits frais a disparu avec l'UE

La production française n'a pas permis de contenir le déficit global en fruits frais, qui est ainsi passé de 14 % en 1999 à 30 % en 2009. Les circuits courts sont privilégiés pour préserver la qualité des fruits sensibles (fraises, pêches, nectarines). Les importations proviennent donc surtout dans ce cas des pays voisins de l'UE et de la Méditerranée. Des conditions météorologiques défavorables en France peuvent entraîner une moindre qualité pour l'exportation, mais aussi une diminution de l'offre française en France, et favoriser le basculement de la consom-

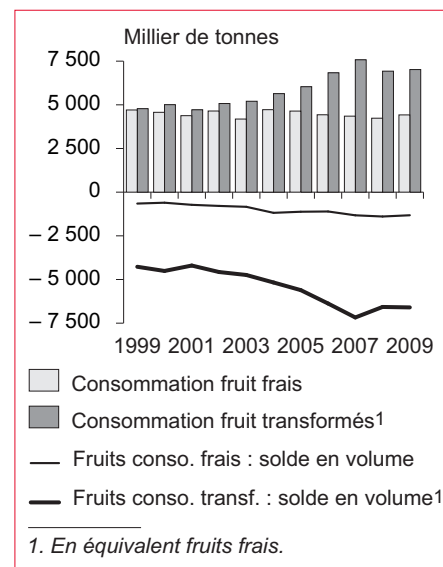
mation sur les produits importés. Elles peuvent aussi entraîner un télescopage des mises sur le marché des produits français et des produits importés. Les importations sont aussi alourdies par les importations de fruits hors saison, dont la demande est croissante.

Ainsi en dix ans, les importations de fruits ont progressé d'un cinquième. Et les exportations ont reculé d'autant. En 2009, 33 % des fruits frais consommés proviennent ainsi d'importations en provenance de l'UE, et 24 % des pays tiers.

C'est avec l'UE que la situation s'est le plus dégradée. Ainsi un déficit des échanges est apparu en 2003, et s'est confirmé au fil des années, alors que le solde était excédentaire en 1999. Toutefois, ce phénomène pourrait être dû en partie au fait que certains fruits en provenance de pays tiers, notamment par bateaux, transitent par des ports allemands ou néerlandais. Dans ce cas, la provenance initiale n'est pas connue, et ces flux sont enregistrés comme intracommunautaires.

Les fruits frais les plus importés par la France sont les oranges, les bananes, les clémentines, et le raisin. Les fruits frais les plus exportés sont les pommes et les bananes.

Les fruits transformés, forme de consommation privilégiée des fruits



Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

Baisse de la consommation en fruits frais et dégradation du solde

Unité : millier de tonnes

	2009					Évolution 2009/1999 (%)			
	Production	Importations	Exportations	Solde	Consommation	Importations	Exportations	Solde	Consommation
Ensemble des fruits frais	3 101	2 559	1 238	- 1 321	4 423	+ 18	- 19	+ 103	- 6
dont pommes de table	1 561	160	608	448	1 113	+ 58	- 16	- 28	- 13
fruits divers	254	387	121	- 266	523	+ 87	+ 76	+ 102	- 19
bananes	268	413	182	- 231	499	+ 20	- 31	+ 186	- 1
oranges	4	453	41	- 411	415	+ 6	+ 16	+ 6	+ 5
poires	155	148	31	- 117	272	+ 69	- 42	+ 242	+ 6
clémentines	25	225	22	- 203	228	0	- 12	+ 2	+ 3
nectarines , brugnons	168	69	32	- 37	205	+ 69	+ 1	+ 315	+ 4
pêches	166	53	19	- 34	200	+ 97	- 55	**	- 23
raisins de table	47	134	15	- 119	167	- 3	- 17	- 1	- 15
fraises	46	107	23	- 84	130	+ 32	+ 42	+ 30	+ 8
kiwis	75	63	24	- 40	115	+ 129	- 9	+ 2 102	+ 41
abricots	164	7	58	51	113	- 50	+ 9	+ 31	+ 11
autres agrumes (dont pamplemousses, mandarines)	3	114	8	- 106	109	- 20	- 48	- 18	- 17
ananas	30	95	18	- 77	107	- 44	- 83	+ 29	+ 9
citrons	5	107	8	- 99	104	- 9	- 25	- 8	- 5
prunes de table	87	16	19	3	84	+ 4	- 8	- 40	+ 40
cerises	41	7	7	0	40	+ 9	- 24	*	- 6

* Déficit nul en 2009.

** Déficit nouveau en 2009.

Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

Excepté l'abricot, les cinq fruits frais dont le solde commercial avec l'UE reste positif voient leur excédent s'amenuiser en dix ans. **Les pommes enregistrent le plus gros excédent.** Cet excédent diminue de 40 % (imports + 59 %, exports – 29 %) en dix ans. La dégradation de l'exportation vers l'Union européenne (UE), notre premier client, l'a emporté sur l'amélioration de l'export vers les pays tiers, notamment Russie et Algérie. L'export est en nette baisse sur le Royaume-Uni et les Pays-Bas, se maintient vers l'Espagne, et se réduit de moitié vers l'Allemagne.

L'excédent en bananes a fondu de plus de 60 % en dix ans, du fait du recul (– 30 %) des exportations de bananes antillaises. L'effondrement vers le Royaume-Uni et le Benelux, ainsi que la nette baisse vers l'Allemagne, l'ont emporté sur la croissance vers l'Espagne et l'Italie.

C'est pour l'ananas, troisième excédent avec l'UE en 1999, que les échan-

ges se sont le plus dégradés. Le taux de couverture export/import est passé de 65 % à 19 % en dix ans.

Médiocre en 1999, la situation s'est nettement dégradée en dix ans pour les **pêches - nectarines**, et plus encore en **poires**. Face à l'importance des volumes espagnols et italiens sur les marchés de l'UE, le déficit en pêches de 2009 est le double de l'excédent de 1999, et celui des nectarines a été multiplié par quatre. Le déficit des poires a été multiplié par trois. Les exportations de poires ont baissé de 47 % avec l'Union européenne (– 87 % avec le Royaume-Uni).

Pour le **kiwi**, le taux d'auto approvisionnement n'est plus que de 65 % en 2009, alors qu'on était proche de l'autosuffisance en 1999. À elle seule l'Italie a gagné en 2009 la moitié de notre marché (importations + 156 %), et se positionne à part égale avec le Chili (importations + 316 %) et la Nouvelle-Zélande (+ 98 %).

Déjà marqué en 1999, le déficit en **fraises** a augmenté de 25 % en 2009. L'aggravation a notamment été le fait de l'Espagne (+ 24 %).

Les produits transformés, levier pour plus de consommation de fruits

La consommation en fruits transformés, 109 kg de fruits transformés équivalent fruits frais par habitant et par an en 2009, a bien progressé en dix ans (+ 38 %). Les consommateurs ont largement privilégié ces produits aux dépens des produits frais dont la consommation a baissé sur la même période.

En particulier, la demande pour les jus de fruits a fortement augmenté. Un milliard et demi de litres de jus et nectars de jus de fruits, a été vendu en France en 2008, en hausse de + 65 % par rapport à 1999. Fabriquer un litre de pur jus consomme beaucoup de fruits. Ainsi, il faut en moyenne deux kilos de fruits pour l'orange, cinq kilos pour la pomme.

Disparition de l'excédent en fruits frais avec l'UE

Unité : millier de tonnes

	Solde UE 2009	Solde UE 1999	Évolution (%) UE 2009/1999	Solde Pays tiers 2009	Solde Pays tiers 1999	Évolution (%) Pays tiers 2009/1999
Ensemble fruits frais	– 530	280	**	– 792	– 933	– 15
dont oranges	– 336	– 251	+ 34	– 76	– 138	– 45
clémentines	– 189	– 172	+ 10	– 15	– 28	– 46
raisins de table	– 104	– 107	– 3	– 16	– 14	+ 14
citrons	– 93	– 83	+ 12	– 6	– 24	– 76
poires	– 83	– 3	+ 2 890	– 34	– 31	+ 7
pêches, nectarines, brugnons**	– 71	5	**	0	1	– 90
fraises	– 69	– 50	+ 38	– 15	– 17	– 12
mandarines	– 43	– 40	+ 8	– 13	– 15	– 18
autres agrumes	– 27	– 3	+ 800	– 78	– 125	– 38
kiwis**	– 17	0	**	– 23	0	**
autres fruits (tropicaux, fruits divers)	– 4	16	**	– 205	– 97	+ 111
prunes	5	10	– 44	– 2	– 4	– 44
ananas	8	107	– 93	– 85	– 167	– 49
abricots	47	35	+ 33	4,2	3,7	+ 14
bananes	102	248	– 59	– 333	– 329	+ 1
pommes	344	567	– 39	103	52	+ 99

** Déficit nouveau en 2009.

Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

En 2009 par rapport à 2000, la fabrication française de fruits transformés a cru de 8 % pour l'ensemble confitures, compotes, purées, fruits en conserve, et de + 43 % pour les jus et nectars. Les purées s'envolent (+ 62 %), les compotes également dans une moindre mesure (+ 26 %). A contrario la fabrication des fruits en conserve (fruits à l'eau et fruits au sirop) recule de - 30 %, les confitures, gelées et marmelade de - 9 %. Il faut toutefois souligner que la production de jus est en grande partie fabriquée à partir de concentrés importés, la France ne produisant pas les fruits concernés, tels que les agrumes. En définitive, si ces fabrications sont importantes, du point de vue des industries agroalimentaires, du point de vue agricole, elles équivalent à des importations de fruits.

La production de fruits destinée à la transformation, structurellement faible, régresse

Les volumes de fruits destinés à être transformés par l'industrie ont été toujours limités. Ils ont reculé en France de 12 % en 2009 par rapport à 1999. Ils concernent des fruits spécialement produits pour ce débouché, mais aussi pour une faible part, de prélèvements sur le marché du frais de fruits de moindre qualité. Historiquement, cette production a fait l'objet d'une politique contractuelle avec les organisations professionnelles. En 2009 comme en 1999, un peu plus d'un dixième de la production totale de fruits est destiné à l'industrie. Les prunes à pruneaux et les pommes sont majoritaires (72 %). Viennent ensuite les poires, les abricots et les pêches/pavies, dont les productions ont un niveau faible mais encore significatif.

La production des prunes à pruneau est la plus importante et la plus dynamique, + 52 % sur la période. Centrée sur un terroir, elle rentre moins en concurrence que les autres fruits avec les produits importés. De plus, elle a un profil de santé-nutrition, qui fait que la demande est toujours présente.

À l'inverse, la production de **pommes pour l'industrie** est en baisse (- 33 %). Une petite demande industrielle et une forte concurrence des

importations expliquent en partie ce résultat. Dans la production de pommes, la part de la production destinée à la transformation est de 9 % en 2009 contre 11 % en 1999. **En abricot** , les volumes destinés à la transformation reculent, notamment les volumes sous contrat dont les purée-pulpes. Les volumes destinés au nectar d'abricot restent quant à eux stables.

En poires , le recul des volumes destinés à la transformation (fruits au sirop, nectar principalement) est directement lié à celui des vergers. Le recul de la fabrication des fruits au sirop, qui s'ajoute à celui des compotes et purées, l'emporte sur la hausse du nectar.

C'est pour **la pêche** que les volumes destinés à la transformation reculent le moins (- 16 %). Le débouché vers le concentré permet d'absorber des volumes significatifs, et reste concurrentiel au niveau mondial. De plus, la pêche entre dans la composition des nectars multi-fruits, production qui est en croissance. Le débouché pour le nectar de pêche est estimé en croissance aussi.

En cerises , les volumes destinés à la transformation, essentiellement pour l'eau-de-vie de kirsch, et les produits avec des griottes, reculent. Depuis 2003, qui a vu l'arrêt de la politique contractuelle, l'érosion se poursuit.

Les importations communautaires, soutien d'une consommation croissante de jus de fruits

L'offre française n'est pas suffisante pour répondre à la demande intérieure en fruits transformés, et pour être présente sur les marchés étrangers. Le solde était déjà déficitaire en fruits transformés en 1999. À l'exportation, les positions fragiles en 1999 se sont complètement dégradées. Le taux de couverture des exportations sur les importations s'est affaibli, passant de 27 % à 14 %.

Le déficit en fruits transformés s'est considérablement alourdi en dix ans (+ 55 %), avec une baisse des exportations et une hausse des importations. À l'importation, comme à l'exportation, les échanges de jus sont prépondérants. Environ 93 % du déficit est dû

aux jus de fruits, 4 % aux fruits en conserve, et 2 % aux fruits congelés. Le déficit des confitures et purées, ainsi que celui des fruits séchés, complètent le déficit global.

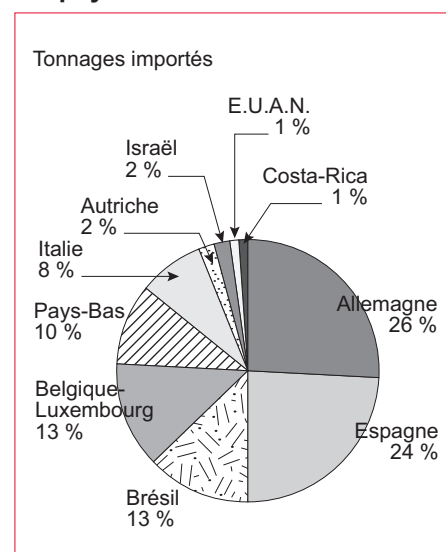
Dans ces marchés, les Pays-Bas et la Belgique sont la plaque tournante du commerce européen.

Le déficit des jus a bondi en dix ans, et la contribution de l'Union européenne aussi. Les bonds du Brésil, du Costa Rica et de l'Équateur, l'apparition de la Chine, n'ont pas suffi à compenser la quasi-disparition des États-Unis, le recul d'Israël, et de la Thaïlande.

L'Union européenne est ainsi à l'origine de 79 % du déficit en 2009. En 2009, un quart des importations des jus proviennent d'Allemagne. L'Allemagne, l'Espagne, la Belgique et les Pays-Bas expédient et réexpédient sur tout le territoire européen.

Ceci s'explique par les fusions-acquisitions très fréquentes dans les multinationales de l'industrie des boissons.

Importations jus de fruits en 2009 : seul le Brésil émerge parmi les pays tiers



Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

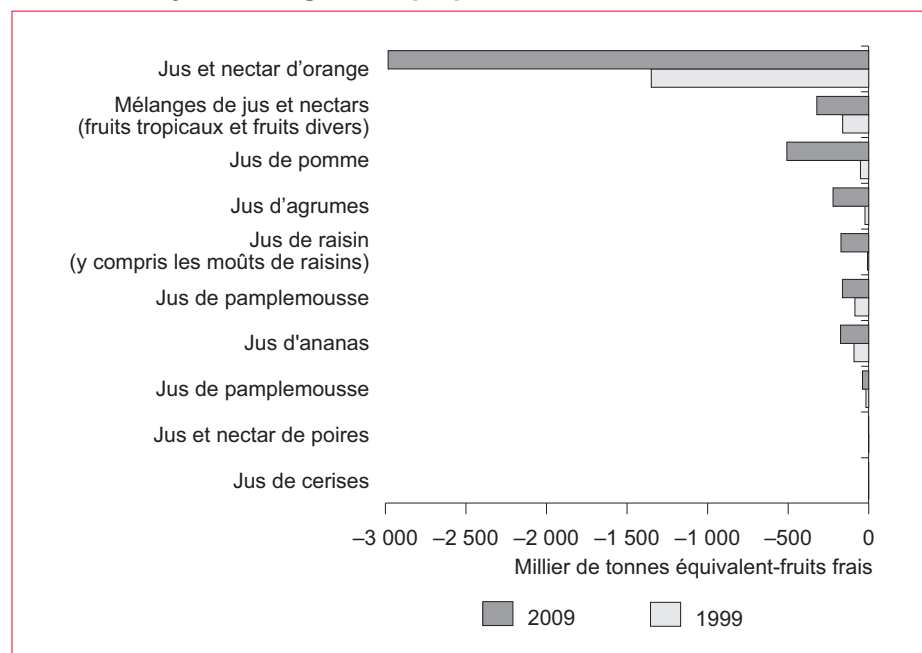
En 2009 comme en 1999, le déficit des jus concerne tous les jus, soit 1 023 milliers de tonnes de jus. En 2009, il est dû pour près des deux tiers

aux jus d'orange. Néanmoins leur poids a baissé en dix ans, principalement au profit des jus des autres agrumes et des jus de pommes.

Le déficit en jus d'oranges a été multiplié par deux en dix ans. En 2009, il est dû pour les trois quarts à nos échanges intracommunautaires. En 2009, Brésil et Espagne, pays producteurs du fruit, fournissent chacun un quart de nos achats de jus d'oranges. Le reste de notre marché est partagé essentiellement entre l'Allemagne (20 %), la Belgique (17 %) et les Pays-Bas (10 %). L'Autriche, les États-Unis, Israël, et Italie nous vendent des volumes modestes, plutôt du ressort de marchés de niche : jus bio, IGP... L'Allemagne est numéro un pour les purs jus, le Brésil pour les jus congelés et reconstitués.

Le déficit en jus de pommes a été multiplié par dix en dix ans. En 2009, il est dû à 95 % à nos échanges intracommunautaires. L'Allemagne représente 70 % du déficit et l'Italie 17 %. La Chine (4 % du déficit global) et la Pologne confirment leur poids en 2009 sur le marché international du jus de pommes. Sur le marché international, les concentrés de jus sont dominés par la Chine, et les purs jus par la Pologne.

Le déficit en jus d'orange reste prépondérant en 2009



Sources : Agreste, Douanes

Les importations de produits transformés, instruments de la croissance de la consommation de fruits

Unité : millier de tonnes

	2009				Évolution 2009/1999 (%)			
	Importations	Exportations	Solde	Consommation	Importations	Exportations	Solde	Consommation
Ensemble des fruits transformés	7 585	987	- 6 598	7 019	+ 40	- 13	+ 54	+ 47
dont oranges	3 328	347	- 2 981	2 981	+ 115	+ 76	+ 121	+ 121
autres*	1 698	150	- 1 548	1 565	- 38	- 72	- 30	- 30
pommes	654	128	- 526	683	+ 622	+ 382	**	+ 30
tropicaux (n. c. ananas bananes) et fruits divers	631	139	- 492	492	+ 106	+ 75	+ 118	+ 118
raisins	308	49	- 259	259	+ 13	- 71	+ 152	+ 152
mélanges d'agrumes (n. c. citron, orange, pamplemousse)	292	60	- 232	232	+ 751	+ 298	+ 1 109	+ 1 109
ananas	242	38	- 204	204	+ 72	+ 48	+ 78	+ 78
pamplemousses	192	26	- 166	166	+ 94	+ 108	+ 92	+ 92
fraises	63	16	- 47	48	+ 33	- 8	+ 56	+ 30
citrons	40	1	- 39	39	+ 123	- 83	+ 130	+ 130
poires	39	5	- 34	63	+ 40	- 53	+ 94	- 4
abricots	36	3	- 33	60	+ 8	- 55	+ 21	- 14
pêches	31	4	- 27	41	- 3	- 66	+ 34	+ 12
cerises	24	11	- 14	24	- 10	- 21	+ 1	- 28
mandarines	1	0	- 1	1	- 24	- 55	- 30	- 30
prunes	7	12	5	162	+ 125	- 44	- 127	+ 75

* Ce poste est calculé par solde. Il contient aussi les fruits qui ne sont pas étudiés séparément.

** Déficit nouveau.

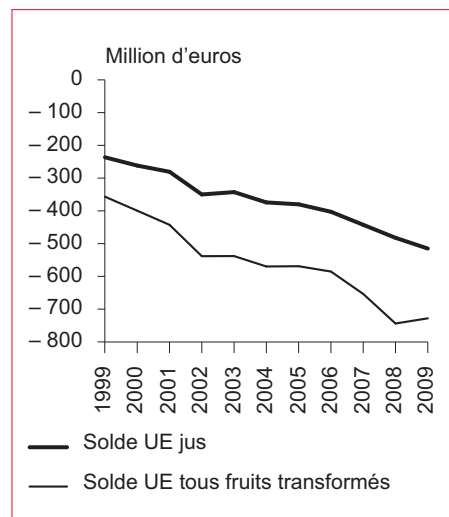
Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

Le déficit en mélanges de jus de fruits divers et fruits tropicaux a été multiplié par deux en dix ans. En 2009, il est dû à 96 % à nos échanges intra-communautaires. Les achats de mé-

langes de jus de fruits y compris moûts de raisin, se font à 39 % à l'Allemagne, 25 % à l'Espagne, et 15 % aux Pays-Bas.

l'Algérie et la Russie, et de l'apparition de nouveaux marchés, en dépit du recul vers les États-Unis.

Le déficit commercial avec l'UE se creuse très fortement pour les jus

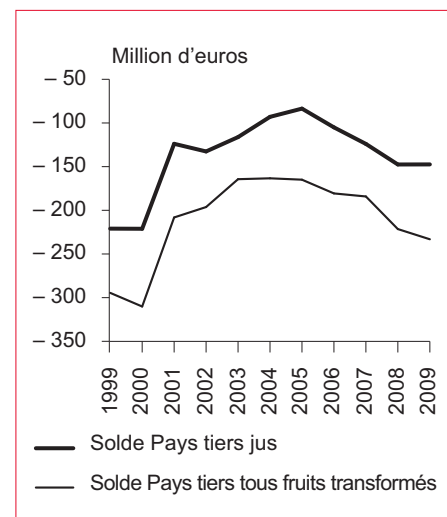


Source : Douanes

Le déficit des fruits en conserve a fortement augmenté en dix ans (39 %). La part du déficit avec les pays tiers est passée de 40 % à 44 % du déficit global. Il a progressé plus vivement que le déficit avec l'UE. La Chine se classe dans nos six principaux fournisseurs, et deuxième pour l'origine non communautaire, derrière la Thaïlande, et devant l'Argentine et la Turquie. Les achats à l'Argentine (insignifiants en 1999), à l'Équateur, au Kenya, à l'Afrique du Sud, et à l'Inde ont connu également des progressions spectaculaires.

Si les exportations ont reculé vers notre premier marché l'UE (excepté les Pays-Bas), elles sont en hausse vers les pays tiers. La part des exportations vers les pays tiers est passée de 12 à 19 % de nos exportations en 2009. Cette amélioration est le résultat de hausses diverses, notamment vers

Le déficit commercial des fruits transformés avec les pays tiers s'est réduit depuis 1999



Source : Douanes

Le déficit avec les pays européens atteint un sommet

Unité : millier de tonnes

	Solde UE 2009	Solde UE 1999	Évolution (%) UE 2009/1999	Solde Pays tiers 2009	Solde Pays tiers 1999	Évolution (%) Pays tiers 2009/1999
Ensemble fruits transformés	- 4 827	- 2 653	82	- 1 771	- 1 618	+ 9
dont oranges	- 1 939	- 1 010	92	- 1 041	- 340	+ 206
autres*	- 1 243	- 1 150	8	- 306	- 1 010	- 70
pommes	- 492	- 64	670	- 33	0	**
fruits tropicaux (n. c. ananas, bananes) et fruits divers	- 406	- 193	111	- 86	- 33	+ 158
mélanges d'agrumes (n. c. citron, orange, pamplemousse)	- 210	- 28	660	- 22	- 6	+ 296
raisins	- 174	- 39	348	- 86	- 64	+ 34
ananas	- 119	- 70	70	- 85	- 68	+ 24
pamplemousses	- 102	- 20	400	- 64	- 66	- 3
citrons	- 38	- 18	114	- 0,5	+ 0,3	**
poires	- 31	- 16	96	- 3	- 2	+ 71
fraises	- 30	- 18	67	- 17	- 12	+ 40
pêches	- 25	- 20	23	- 2	- 0,1	+ 2 552
abricots	- 15	- 12	24	- 18	- 15	+ 18
cerises	- 7	- 8	- 14	- 7	- 5	+ 28
mandarines	0	- 1	- 64	- 0,4	0	**
prunes	4	14	- 68	+ 0,3	+ 4	- 92

* Ce poste, calculé par solde, contient aussi les fruits qui ne sont pas étudiés séparément.

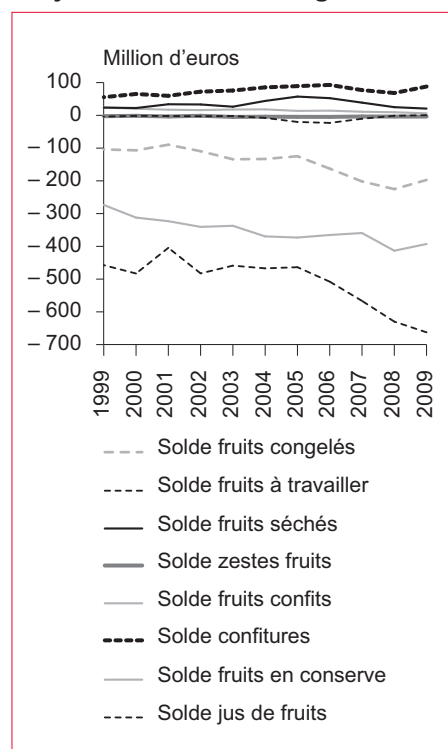
** Déficit nouveau.

Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

En 2009, le déficit global est dû principalement par ordre décroissant aux fruits tropicaux et fruits divers (36 %), ananas et abricots (13 % chacun), poires et pêches (11 % chacun).

À l'image des fruits en conserve, le déficit des fruits congelés a connu une forte progression en dix ans (57 %). En 2009, il se partage à part égale entre l'UE et les pays tiers. La Pologne et le Maroc pèsent le plus, respectivement 17 et 16 % du déficit. Après ces deux pays, le Benelux, l'Espagne, l'Italie pour l'UE, le Chili et la Chine pour les pays tiers, comptent

Le déficit s'est creusé pour les jus conservés et surgelés



Source : Douanes

le plus dans le déficit global. Les statistiques douanières ne permettent pas de repérer finement les espèces de fruits, le plus gros poste des fruits congelés étant des « fruits divers ». On constate cependant que le déficit en fruits tropicaux et fruits divers d'une part, et le déficit en fraises d'autre part, qui étaient de même niveau en 1999,

a doublé pour le premier, tandis qu'il a cru modérément pour le second.

Le solde en fruits séchés (hors raisins secs) est devenu déficitaire en dix ans. C'est dû principalement à l'excédent en prunes séchées (pruneaux) réduit de moitié, conjugué à l'apparition d'un déficit en pêches séchées.

Un système de contrôle des échanges qui se réduit

Les échanges de fruits frais et transformés font partie du dispositif douanier. Lors de l'établissement de la déclaration en douane, la désignation commerciale de la marchandise permet de lui attribuer l'espèce tarifaire correspondante. Définie par le code des douanes national, l'espèce tarifaire est la dénomination qui est attribuée à la marchandise dans le tarif douanier commun. Ce dernier comporte près de 15 500 rubriques de classement.

À l'importation et à l'exportation, ce classement est fondamental pour les entreprises, car c'est sur lui que reposent non seulement la détermination des taux de droits de douane, mais aussi les mesures de politique commerciale, telles que les suspensions tarifaires, les droits antidumping, et les contingents.

Les contingents peuvent être fixés pour des pays ou groupes de pays, suite à des négociations entre pays dans le cadre de l'OMC. Les élargissements successifs de l'UE ont pu aussi faire changer d'origine les

importations préférentielles de certains nouveaux États membres.

Ainsi, en 1999, il y avait des restitutions à l'exportation pour les pêches et nectarines fraîches.

Et en 2010, ces restitutions ont été abolies, et les droits de douanes ont baissé pour la plupart des espèces, dans le contexte de libéralisation croissante des échanges. Les droits sont fixés en part variable ou en montant fixe (bananes).

De même, les jus de pommes (code nc 20097011) qui étaient protégés par un droit de 30 % plus un montant fixe avec la Pologne n'ont plus aucune barrière tarifaire en 2010. Pour le jus d'orange à base de concentré (code nc 20091998), les restitutions à l'exportation qui existaient en 1999 ont disparu et contribué à fragiliser la filière exportatrice. Les importations de jus d'oranges sont assujetties à un tarif douanier qui a baissé mais est encore de 12,2 % en 2009 pour les pays tiers.

Sources et champ de l'étude

- Les données de la production de fruits frais et de fruits destinés à la transformation industrielle, sont extraites de la SAA. Le champ étudié porte sur les productions françaises (France y compris Dom) des : abricots, cerises, pavies, pêches, nectarines et brugnons, pommes, poires, kiwis, baies, ananas, bananes, citrons, clémentines, oranges, pamplemousses, et fraises.
- Pour le commerce extérieur en fruits frais et en fruits transformés, on a étudié principalement les données des chapitres « 08 » et « 20 » de la nomenclature douanière pour le secteur des fruits. Pour les fruits frais, les fruits à coque et les avocats ont été exclus du champ. Pour les fruits transformés, les jus de raisins sont dans le champ mais ne font pas partie de l'analyse. Ils sont en effet traités dans le bilan des vins et non dans le bilan du raisin.
- Les deux champs de la production et du commerce extérieur, qui ont servi de cadre à l'analyse, ne sont pas identiques. Cependant l'ensemble est proche et comparable.
- Les fruits tropicaux autres qu'ananas et bananes n'ont pas pu être isolés et sont traités dans l'ensemble « autres fruits ». Leur importance paraît toutefois assez limitée. Le poids de ceux communs à la source sur la production et celle sur le commerce extérieur (goyave, fruit de la passion et quelques autres hors mangues) n'influe pas beaucoup sur le déficit global des fruits frais : en dix ans leur déficit passe de 2 à 3 % du déficit total, en hausse de + 6 %. Ils interviennent pour 1 % des importations en fruits frais.

Méthodologie

- Les données en volume du commerce extérieur des fruits transformés ont été converties en fruits frais à l'aide de coefficients techniques.
- Pour les pommes, poires, pêches, raisins frais, et oranges transformés, il s'agit des coefficients utilisés dans les bilans d'approvisionnement demandés par Eurostat.
- Pour les autres fruits transformés, on a estimé les quantités de fruits nécessaires à la production pour les fruits séchés, congelés, en conserves, et en jus.
- Pour les fruits congelés et les confitures, le coefficient est 1, pour les fruits séchés 4.
- Pour les conserves, on a pris le coefficient de 0,85 proposé par l'Association des entreprises des produits alimentaires élaborés (ADEPALE).
- Pour les jus, il faut utiliser un coefficient différent pour les purs jus et les jus concentrés, et par type de fruit (densité différente).
- La nomenclature douanière ne permet pas toujours d'identifier clairement les fruits utilisés pour les productions. La reconstitution en équivalent fruit frais est importante pour les échanges de jus. Pour ces produits, nous avons retenu les coefficients de 2 pour les purs jus de valeur Brix < à 20°. Pour les autres types de jus, la reconstitution des jus en produit frais est faite selon différents coefficients. Leurs valeurs varient de 5 à 12. En moyenne, le coefficient retenu est 6.
- La consommation apparente = le disponible = (production + importations – exportations).
- La consommation par habitant et par an = (production + importations – exportations)/population * 1 000.
- Le taux d'auto-provisionnement = productions/(production + importations – exportations).
- Le taux de couverture des échanges extérieurs = exports/imports.
- Poste « autres » : du fait du niveau de détail de la nomenclature douanière, on calcule un solde d'ajustement (« autres »). En fruits frais, on peut imputer à ce poste les pommes à cidre, dattes, figues, groseilles, cassis, framboises, autres fruits tropicaux que bananes et ananas, et d'autres fruits comestibles fraise. En fruits transformés on peut imputer à ce poste le cassis, la framboise, la groseille, le coing, les pommes à cidre et d'autres fruits portés à la transformation.

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Fruits » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Fruits » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Les Infos rapides « Abricot », « Cerise », « Fraise », « Pêche », « Poires », « Pommes », « Stocks Pommes-Poires », « Prune de table », « Raisin de table »
- « Commerce de la pomme difficile en 2009 », Synthèse Fruits n° 2010/110, avril 2010
- « Fruits à noyau : la reprise de la production s'accompagne d'un fort recul des prix », Synthèse Fruits n° 2009/98, décembre 2009
- « Poires françaises rares et chères pour la campagne 2008/2009 », Synthèse Fruits n° 2009/76, juin 2009
- « Commerce de la pomme de table dynamisée par la hausse des exportations », Synthèse Fruits n° 2008/28, juin 2008
- « Un été contrasté selon les fruits », Synthèse Fruits, septembre 2007

PRODUCTIONS ANIMALES - Aviculture

Synthèse juillet n° 2010/119

[Retour éditorial](#)

En 2009, malgré la crise économique, la consommation française de foie gras a augmenté

En France, le foie gras de canard ou d'oie est une production traditionnelle. Ce pays réalise 74 % de la production mondiale. En 2009, la production se replie suite aux recommandations de modération émises par l'interprofession du foie gras pour soutenir les cours. Cette même année, la consommation est en progression, impulsée par plusieurs mesures commerciales, notamment la relance de la fête traditionnelle de la Saint-Martin, le 11 novembre. Les exportations de foie gras cru de canard sont en repli, alors que les importations sont en progression, notamment en provenance de la Bulgarie. La production de foie gras d'oie reste marginale. L'année 2010 démarre plutôt bien pour le foie gras de canard, selon le Comité Interprofessionnel des palmipèdes à FOie Gras (Cifog).

Le foie gras de canard : une production très marquée régionalement

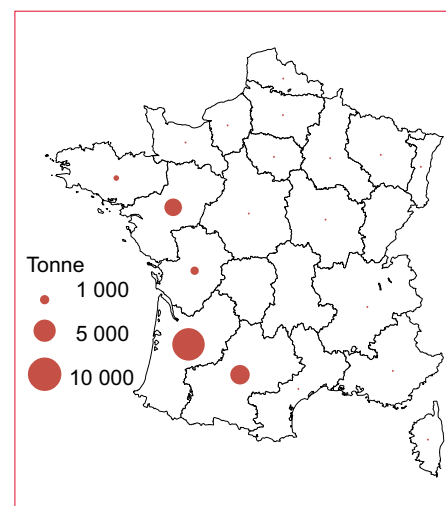
Le foie gras est une spécialité culinaire à base de foie frais issu de l'élevage puis de l'engraissement par gavage d'oies et de canards.

Traditionnelle dans notre pays depuis cinq siècles, la production française de foie gras en 2009 correspond à 74 % de la production mondiale, d'après le Cifog. Les autres principaux pays producteurs sont la Hongrie (10 %) et la Bulgarie (plus de 9 %). La France transforme 98 % de la production mondiale et en consomme 91 %. La production mondiale de foie gras

de canard et d'oie est estimée à 25 500 tonnes.

Selon la SAA (Statistique Agricole Annuelle), 92 % de la production française de foie gras de canard est produite dans trois régions du Grand-Ouest : Aquitaine, Midi-Pyrénées et Pays de la Loire. En ajoutant les Régions Bretagne et Poitou-Charentes, on atteint 99 % de la production nationale. En 2009, la région Aquitaine produit à elle seule plus de la moitié du total (contre 47 % en 2000). Midi-Pyrénées reste en deuxième position, suivie de près certaines années par la région Pays de la Loire. En 2009, l'écart reste important entre les deux régions : 22 % de

Le foie gras de canard reste une production très localisée



la production nationale de foie gras de canard pour Midi-Pyrénées et 18 % pour Pays de la Loire.

Une production maîtrisée en 2009, mais des prix en baisse

La production de foie gras de canard est en hausse quasi-constante depuis de nombreuses années. L'interprofession, très structurée, s'efforce de

mettre en œuvre des recommandations de contrôle de la production pour maîtriser les prix. Après une année 2003 de forte progression, un plan de régulation de la production est mis en place. La mesure porte ses fruits et l'année suivante la production baisse de 5 %, d'après les chiffres de la SAA.

Après la régulation de la production intervenue en 2003/2004, le cours du foie gras de canard toutes qualités sortie atelier de découpe augmente jusqu'à 2008. Cette année-là, la consommation baisse et des stocks importants se constituent.

En 2009, l'interprofession recommande une nouvelle fois une limitation de la production afin de soutenir les cours. Dès 2008, les mises en place de canecons à gaver commencent à baisser. Les abattages vont se replier dès la fin de cette année-là. Comme en 2004, la production reculera de 5 % en 2009 par rapport à l'année précédente pour atteindre 18 200 tonnes (d'après la SAA semi-définitive 2009).

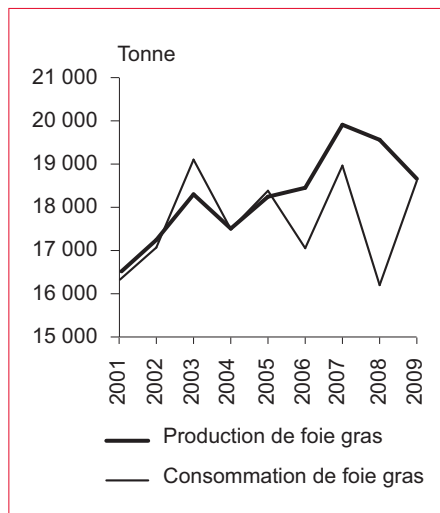
La modération de la production et la reprise de la consommation en 2009 n'empêcheront pas le cours du foie gras de canard toutes qualités sortie atelier de découpe de reculer de 7 % en 2009 par rapport à 2008.

La production de foie gras d'oie est marginale en France

En 2009, selon la SAA (Statistique Agricole Annuelle) la production française de foie gras d'oie représente à peine 3 % de la production totale de foie gras, alors qu'en 1980 les proportions étaient d'un tiers d'oie pour deux tiers de canard.

Les importations françaises de foie gras d'oie sont très importantes par rapport à la production indigène : en 2009, 1 100 tonnes de produits importés contre 500 tonnes produites en France. Les principaux pays fournisseurs sont la Hongrie, très largement première avec 78 % du total en 2009 et la Bulgarie avec près de 20 %.

En 2009, la production de foie gras se réduit tandis que la consommation est bien orientée



Source : Agreste

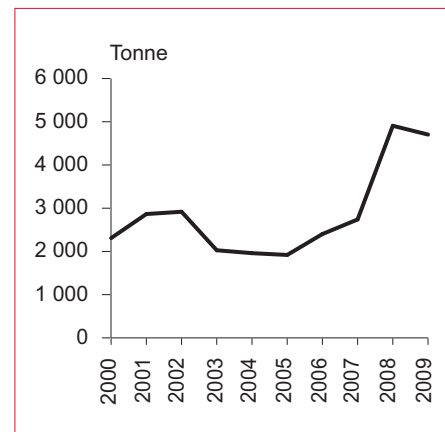
Le mulard prédomine très largement dans le canard à gaver

En France, le foie gras de canard est principalement produit par deux types d'animaux : le mulard ou le barbarie. Le mulard est un hybride stérile issu du croisement de deux espèces de canard domestique. Il s'agit du croisement d'un canard mâle, le canard de Barbarie, réputé pour sa chair, avec une cane de Pékin ou de race européenne, de préférence la cane de Rouen. Son hybridation permet d'obtenir un canard rustique qui a la faculté de développer un excellent foie gras et une viande particulièrement savoureuse.

Le canard de Barbarie désigne les races de canard domestique issues

d'une espèce de canard sauvage américain appelé Canard musqué. Selon l'enquête auprès des sélectionneurs et accouveurs réalisée par le SSP pour l'année 2009, les canards à gaver sont composés à 98 % de mulards et 2 % de barbaries. Une partie de la production de canards gras se fait sous signe de qualité. En 2002, les canards label représentaient près de 7 % des abattages de canard à gaver. En 2009, la proportion n'est plus que 1,6 %. Il est probable que la faible valorisation du label lors de la commercialisation du foie gras rend trop lourdes pour les éleveurs les contraintes liées au respect du cahier des charges.

Les stocks de foie gras de canard et d'oie sont au plus haut en 2008-2009

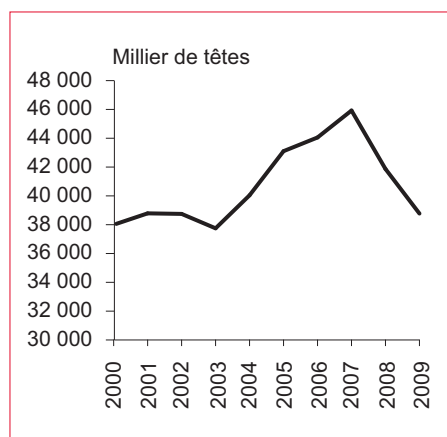


Source : Agreste

Il est probable que la hausse des importations de foie gras cru, notamment depuis la Bulgarie, a participé à l'accroissement des stocks courant 2009 et donc au repli du cours du foie gras.

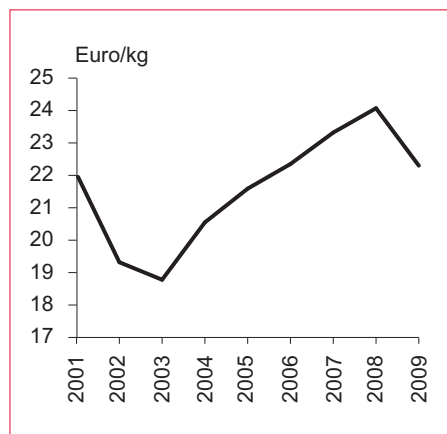
Pour 2009, un élément conjoncturel peut également expliquer la modération du cours du foie gras. Le cours de l'aliment volailles s'est replié suite à la baisse du prix des céréales au second semestre 2008 et à sa stabilisation en 2009. Par ailleurs, les marques ont proposé un grammage des foies gras diminué et une large offre de produits crus, moins onéreux. Ces mesures ont également pu aider à favoriser la consommation.

Les mises en place de canetons à gaver commencent à baisser en 2008



Source : Agreste

Les baisses de prix du foie gras de canard toutes qualités en 2003 et 2009 incitent à la régulation de la production



Source : FranceAgriMer - Service Nouvelles des Marchés

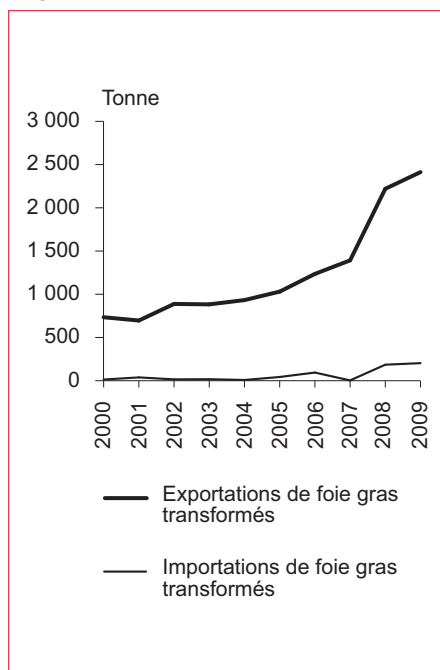
En 2009, les exportations de foie gras transformé augmentent toujours, mais celles de foie gras cru de canard sont en baisse

Le commerce extérieur pour le foie gras concerne le produit brut et le produit transformé. Pour le premier, les services des Douanes ne détaillent pas les échanges liés au foie gras d'oie de ceux liés au foie gras de canard.

Le solde du commerce extérieur de foie gras est en baisse, aussi bien en volume qu'en valeur. Il se réduit de 79 % en volume de 2008 à 2009, passant de 1 200 tonnes à 250 tonnes, toutes catégories de foies gras confondues. Dans le même temps, il se replie de 33 % en valeur, passant de près de 58 millions d'euros à 39 millions d'euros.

Les exportations de foie gras transformé de canard et d'oie sont en progression constante depuis de nombreuses années pour atteindre 2 400 tonnes en 2009 (+ 9 % depuis 2008). Nos principaux clients sont l'Espagne (44 % du total exporté) suivie de l'ensemble Belgique-Luxembourg (22 %), de l'Allemagne et du Royaume-Uni (4 % chacun). La France

Les exportations de foie gras transformés progressent depuis 2003



Source : Douanes

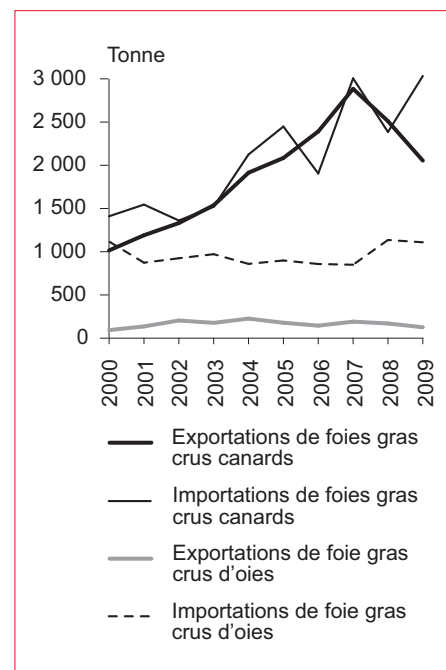
importe très peu de foies gras transformés : 200 tonnes en 2009, dont près de 60 % en provenance d'Allemagne. Les importations de produit transformé en provenance ou transitant par ce pays se sont développées à partir de 2008.

À l'inverse, les exportations de foies gras crus de canard se replient de 18 % en 2009, notamment vers certains pays comme le Japon (- 37 % par rapport aux envois de 2008). Le Japon a ainsi cessé totalement ses importations de foie gras de février à mai 2009, suite à la découverte d'un cas d'influenza aviaire faiblement pathogène en Vendée.

Une autre raison invoquée par l'interprofession concernant le repli des exportations françaises de produit cru est la baisse de la demande en restauration au plan international.

Au sein de l'Europe, le recul est de 14 %. L'Espagne, qui est notre principal client dans le monde, a acheté 200 tonnes de moins qu'en 2008, soit un repli de 16 %. En deuxième position parmi nos clients européens, la Suisse a limité également ses importations (7 % de moins qu'en 2008).

Les exportations de foies gras crus de canard sont en baisse en 2009



Source : Douanes

Inversement, les importations de foie gras cru progressent fortement en 2009 : + 27 % de plus qu'en 2008. La Bulgarie et la Hongrie sont à l'origine de 91 % des achats français de foie gras cru de canards (71 % pour la Bulgarie). Les augmentations 2009 par rapport à 2008 sont respectivement de 28 % pour la Bulgarie et de 16 % pour la Hongrie.

Pour 2009, le solde commercial des foies gras crus de canard est déficitaire en volume (2 000 tonnes exportées contre 3 000 tonnes achetées), mais reste largement excédentaire en valeur (44 millions d'euros pour les ventes contre 37 millions pour l'importation).

La consommation de foie gras est au plus haut en 2009

La consommation française de foie gras calculée par bilan augmente irrégulièrement de 2001 à 2005.

Elle marque le pas en 2006, bien que la filière du canard à gaver soit peu impactée par la crise de l'influenza aviaire. Les exportations françaises de foie gras sont d'ailleurs en hausse cette année-là. La fermeture de certains marchés a perturbé les importations qui sont en baisse. La conjugaison de ces deux actions : hausse des envois et repli des importations, explique mécaniquement la baisse de la consommation apparente en 2006.

En 2008, la consommation de foie gras est à nouveau en repli, d'après les observations des professionnels et le calcul par bilan. Il est vrai que la période de fin d'année, traditionnellement favorable aux ventes de foie gras, suit de près l'annonce de la crise financière mondiale. La situation reste toutefois contrastée, car « les fêtes de fin d'année permettent à la filière de résister tant bien que mal » selon le Cifog.

En 2009, l'interprofession décide de réagir et de mettre tout en œuvre pour

faire démarrer la saison de ventes de fin d'année plus tôt. En parallèle d'un plan de promotion plus important, la filière relance la fête du foie gras à la Saint-Martin, le 11 novembre. Cette date correspond à une ancienne tradition paysanne : le retour du foie gras sur les marchés. La stratégie est claire : avancer la saison du foie gras et surtout convaincre les distributeurs de mettre plus tôt le foie gras en rayon. D'après le Cifog, l'entreprise est un succès avec + 8 % de ventes en novembre par rapport au même mois l'année précédente.

La consommation de foie gras calculée par bilan, pour l'année 2009, est une des consommations les plus élevées depuis 2001, en hausse de 15 % par rapport à 2008, et ce dans un contexte de crise qui n'a pas découragé les consommateurs pendant une longue période, contrairement à d'autres secteurs. La stabilité des prix ainsi qu'un effort publicitaire consenti par la filière (6 millions d'euros investis) en 2009 peuvent être autant d'éléments d'explication. L'offre commerciale s'est également diversifiée. La gamme des produits s'est adaptée aux consommateurs.

De 2004 à 2008, les circuits de commercialisation du foie gras évoluent vers les filières longues

D'après les déclarations recueillies auprès des éleveurs échantillonnés lors des deux dernières enquêtes Aviculture réalisées par le SSP, moins de 20 % de la production de canards gras avait pour destination une coopérative, un abattoir ou un conserveur en 2004. En 2008, c'est près d'un canard gras sur trois qui suit cette filière.

Les ventes avant transformation, aux volaillers, aux particuliers et sur les marchés ont évolué en sens inverse. Par contre, la proportion des ventes à la ferme après transformation est restée pratiquement la même (49 % en 2008 contre 50 % en 2004).

En 2008, pour abattre les animaux, les exploitants font plus largement appel aux abattoirs qu'en 2004. En effet, seulement 40 % des exploitations disposent actuellement d'un local d'abattage spécialement aménagé ou d'un abattoir agréé contre 54 % il y a cinq ans. Entre-temps, les dispositions réglementaires relatives aux petits abattoirs ont évolué. Les nouvelles prescriptions ont probablement découragé certains éleveurs de maintenir une installation d'abattage au sein de leurs exploitations.

La production de foie gras de canard est toujours en baisse début 2010 et la consommation semble bien se porter

Au cours des quatre premiers mois de 2010, les abattages de canards gras sont toujours en baisse (- 5 %) en glissement annuel. Toutefois, la production devrait se redresser d'ici quelques mois, car les mises en place de canetons à gaver sont en progression au cours du premier trimestre par rapport à la même période en 2009 (+ 3 %). La reprise est toutefois progressive car le repli reste de 11 % par rapport au premier trimestre 2008.

D'après le Cifog et les mesures effectuées par Kantar WORLDPANEL, la consommation est de bon niveau en ce début d'année : les achats des ménages pour leur consommation à domicile progressent de 17 % au cours de la période du 25 janvier au 16 mai 2010 par rapport à la même période en 2009. Au cours des quatre premiers mois de l'année, le cours du foie gras toutes qualités sortie atelier de découpe est toujours en baisse : - 2 % par rapport à la même période en 2009.

Au cours du premier quadrimestre 2010, les exportations de foie gras cru de canard sont en hausse de 9 % par rapport aux quatre premiers mois de 2009 alors que les importations du même produit sont en repli de 14 % dans le même temps.

Sources et définitions

- L'enquête auprès des sélectionneurs et accoueurs pour les éclosions de poussins
 - L'enquête auprès des abattoirs de volailles et de lapins pour les abattages de volailles en têtes et en tonnes équivalent-carcasse (Gallus, dindes, canards, pintades, etc.)
 - La statistique agricole annuelle pour les productions
 - FranceAgriMer - SNM pour les cotations des volailles
 - Les statistiques de la DGDDI (Douanes) pour les données de commerce extérieur
 - L'Insee et le SSP pour l'Ipampa
- La consommation théorique est calculée par bilan de la manière suivante :
- Production – exportations + importations – variation de stocks

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Aviculture » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Aviculture » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Production et consommation de volailles en hausse au premier trimestre », Infos rapides Aviculture, n° 6/11, juin 2010
- « Entre 2004 et 2008, les élevages de poulet se concentrent », Synthèse Aviculture, n° 2010/102, janvier 2010
- « Vers une stabilisation de la production française de foies gras en 2008 », Synthèse Aviculture, n° 2009/70, avril 2009
- « Le redressement de la filière avicole s'avère moins marquée pour le Label rouge », Synthèse Aviculture, n° 2008/38, juillet 2008
- « Près de 20 000 tonnes de foie gras produites en France en 2007 », Synthèse Aviculture, n° 2008/13, mars 2008

Retour éditorial

IAA : la reprise se poursuit

Sur un an, entre le premier trimestre 2009 et le même trimestre de 2010, la situation des IAA s'est améliorée : l'activité s'est redressée grâce à l'augmentation de la demande extérieure et de la consommation des ménages. La hausse des exportations, combinée à la diminution des importations, améliore nettement l'excédent commercial des IAA. Le chiffre d'affaires croît légèrement, soutenu par la hausse de la production. Les prix se rétractent toutefois par rapport au premier trimestre 2009, et retombent à leur niveau de 2007. L'emploi salarié diminue très légèrement. D'après les chefs d'entreprises, la production continuerait de progresser au deuxième trimestre 2010.

Au premier trimestre 2010, l'activité des IAA poursuit son redressement

Après une baisse en 2008 et une reprise progressive en 2009, la production des IAA (y compris tabac) poursuit et accélère son redressement au premier trimestre 2010, mais ne fait qu'approcher son niveau du premier trimestre 2008. Ce redressement a été permis par une demande extérieure dynamique et une hausse de la consommation des ménages. L'activité des produits alimentaires, moins affectée que celle des boissons par la crise économique en 2008, dépasse le niveau du premier trimestre 2008 ; l'activité des boissons reste inférieure de 8 % au premier trimestre 2008.

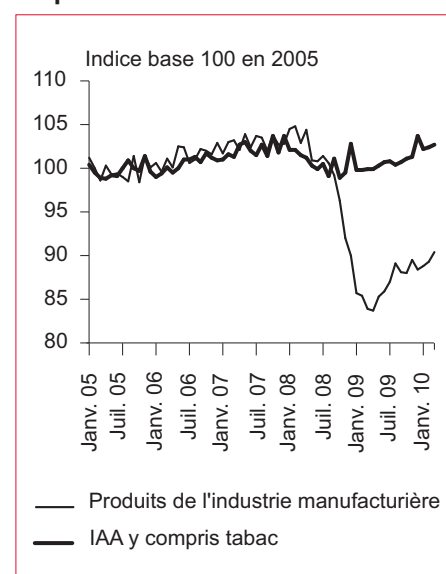
Ainsi, l'activité des boissons augmente fortement entre le premier trimestre 2009, où elle a subi la crise économique, et celui de 2010 (+ 10 %) : la production de boissons alcooliques dis-

tillées augmente de 26 %, grâce à la reprise fulgurante des exportations. L'activité des eaux de table et de bière s'accroît plus modérément. La production de bière diminue de 3 %, malgré la hausse notable des exportations en valeur et volume.

L'ensemble des branches agroalimentaires, sauf les aliments pour animaux, ont amélioré leur activité. Ainsi, la production de produits à base de fruits et légumes, d'huiles et graisses et de produits du travail des grains a augmenté de 8 %. Ces secteurs ont également plus produit qu'au premier trimestre 2008. L'activité de la branche « autres produits alimentaires » est en hausse de 5 %, grâce au fort dynamisme des aliments adaptés à l'enfant et diététiques. La production des viandes et produits à base de viandes augmente de 2 %, notamment grâce à la forte activité des viandes de volailles. La production de produits laitiers est sta-

ble par rapport à 2009, mais est en baisse de 6 % par rapport au premier

L'activité s'est redressée au premier trimestre 2010



Source : Insee - Ipi CVS

trimestre 2008. Les produits laitiers de grande consommation (lait liquide, crème de lait, produits frais et fromages) ont une production similaire à l'année dernière. Les fabrications de produits laitiers industriels sont quant à elles moindres par rapport au premier trimestre 2009 : la production de beurre conditionné GMS chute de 12 % et celle de laits secs de 5 %. Cette augmentation de l'activité des IAA par rapport au premier trimestre 2009 est le résultat de la reprise de la demande extérieure et de la consommation des ménages.

Une demande extérieure en nette reprise...

Au premier trimestre 2010, l'excédent commercial des IAA (y compris tabac) a plus que doublé en un an, tout en restant en retrait de 17 % par rapport au premier trimestre 2008. L'excédent commercial était en effet particulièrement faible début 2009, à cause de la faible demande extérieure engendrée par la crise économique. L'amélioration de l'excédent des IAA sur un an est permise par l'augmentation de l'excédent des boissons et par la réduction de 57 % du déficit des produits alimentaires. Entre le premier trimestre 2009 et le premier trimestre 2010, les IAA ont en effet profité d'une baisse des importations combinée à la hausse des exportations. Les exportations en valeur des IAA se rétractent cependant de 7 % par rapport au premier trimestre 2008. Elles sont comparables au niveau des exportations du premier trimestre 2007, avant que les prix ne flambent.

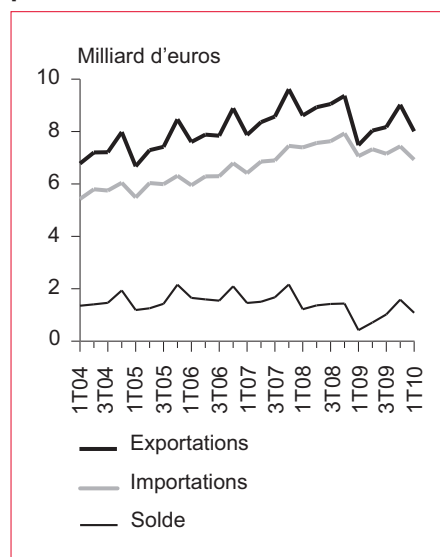
L'excédent commercial des boissons s'est considérablement amélioré entre le premier trimestre 2009 et le premier trimestre 2010 : les exportations en volume de champagnes et mousseux et de bière, secteurs fortement tournés vers l'extérieur, remontent aussi promptement qu'elles avaient chuté en 2009 (respectivement + 26 % et + 27 % par rapport au premier trimestre 2009). Cela laisse penser que les négociants et importateurs des pays destinataires ont pu amplifier les variations de la demande en déstockant puis en reconstituant les stocks. Les exportations en valeur des vins, quant à elles,

augmentent plus modérément (+ 2 %). Cependant, les exportations de l'ensemble des boissons sont inférieures de 14 % aux exportations du premier trimestre 2008.

Le déficit de la balance commerciale des produits alimentaires s'est réduit, passant de 741 millions d'euros au premier trimestre 2009 à 320 millions d'euros au premier trimestre 2010 : les exportations en valeur s'accroissent de 5 % en glissement annuel tandis que les importations se rétractent de 3 %. Le déficit se réduit pour les viandes et produits à base de viandes, les produits à base de fruits et légumes, les huiles et graisses et les produits de la boulangerie-pâtisserie. Les exportations en valeur des viandes et produits à base de viandes augmentent de 2 %, grâce aux viandes de volailles. Les importations en viandes et produits à base de viandes diminuent, entraînées par la faible demande en produits à base de viandes, mais de façon limitée à cause du dynamisme des viandes de volailles. Les importations de produits à base de fruits et légumes et d'huiles et graisses se rétractent par rapport au premier trimestre 2009.

L'excédent des produits laitiers, des produits du travail des grains et des autres produits alimentaires s'accroît

Une demande extérieure plus forte au premier trimestre 2010 qu'au premier trimestre 2009 pour les IAA



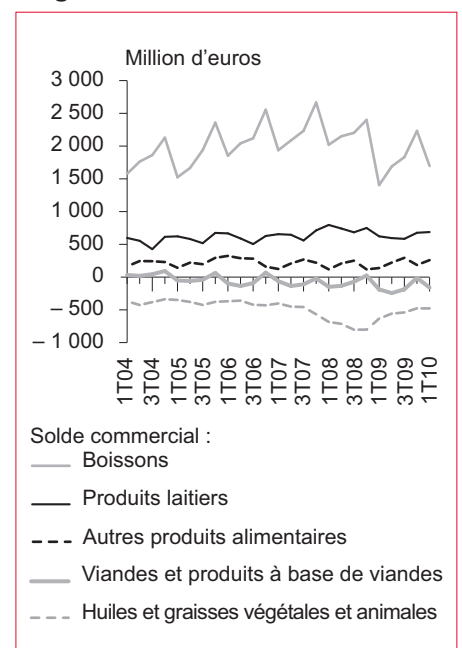
Source : DGDDI (Douanes) - Données brutes

par rapport au premier trimestre 2009. L'excédent des produits laitiers s'améliore de 10 % en glissement annuel : les produits laitiers s'exportent plus qu'en 2009, en volume comme en valeur. Les exportations de produits laitiers industriels, fortement touchées par la récession, augmentent beaucoup plus que celles de produits laitiers de grande consommation. Les exportations d'huiles et graisses végétales et animales augmentent considérablement en volume (+ 22 %), mais moins en valeur (+ 3 %). Les importations des produits du travail des grains reculent de 10 %, améliorant l'excédent du secteur. Les exportations en valeur des « autres produits alimentaires » augmentent de 13 % en glissement annuel, provoquant une hausse de 93 % de leur excédent commercial.

... et des ménages français qui consomment plus

Au premier trimestre 2010, l'activité des IAA est soutenue non seulement par la demande extérieure, mais aussi par la consommation croissante des ménages. D'après les résultats des comptes trimestriels de l'Insee, la consommation en volume de produits agricoles et agroalimentaires (y compris tabac) augmente de

Au premier trimestre 2010, l'excédent commercial de l'industrie des boissons s'améliore en glissement annuel



Source : DGDDI (Douanes)

1,3 % au premier trimestre 2010. La consommation en viandes et lait s'est accrue de 1,8 % ; l'accroissement est plus modéré pour les produits frais, fruits et légumes et poissons frais (+ 0,9 %).

D'après le Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer, la consommation de viandes s'est globalement accrue au premier trimestre 2010. Les ménages ont acheté plus de viande de volailles, de veau et de porc, notamment de saucisses et saucissons : la consommation des ménages en volume s'est accrue de 6 % pour la viande de volailles, de 5 % pour la viande de veau et de 0,7 % pour celle de porc. Parmi les viandes de volailles, la viande de dinde n'a pas la faveur des consommateurs qui lui préfèrent la viande de poulet. La consommation en viande bovine est restée stable en quantité, mais s'est rétractée de 1,8 % en valeur.

D'après le panel Nielsen, qui concerne les ventes en grande surface, la consommation à domicile en volume de produits laitiers ultra-frais, de fromages et de crème s'amplifierait sur un an tandis que la consommation de lait et de beurre se rétracterait.

Vers un retour à la normale des prix après la flambée de 2008

Au premier trimestre 2010, les prix à la production des produits agroalimentaires (y compris tabac) poursuivent leur baisse, après leur flambée en 2007/2008. Les prix des IAA ont amorcé leur descente au troisième trimestre 2008, en lien avec la baisse des cours des matières premières. Par ailleurs, l'entrée en application de certaines mesures de la loi de modernisation de l'économie en janvier 2009 a eu pour conséquence de faire apparaître dans les écritures comptables, en compensation de la baisse des marges arrières, une baisse des prix de vente à la grande distribution entre 2008 et 2010. Au premier trimestre 2010, les prix se sont rétractés de 2 % sur un an, retombant au niveau du premier trimestre 2007.

Bien qu'en légère diminution par rapport au premier trimestre 2009, le prix des boissons a augmenté de 7 % par rapport au premier trimestre 2007, avant la flambée des prix. Les vins de raisin et le malt sont moins chers qu'au

premier trimestre 2009, tandis que les prix des boissons alcooliques distillées et des boissons rafraîchissantes augmentent de respectivement 3 % et 1 %. Le prix des produits alimentaires se rétracte de 2 % en glissement annuel et se retrouve ainsi au niveau du premier trimestre 2007. Par rapport au premier trimestre 2009, la baisse des prix est plus accentuée pour les huiles et graisses végétales et animales et pour les produits du travail des grains qui avaient connu les plus fortes hausses. Les prix des viandes et produits à base de viandes, des produits à base de fruits et légumes, des produits laitiers, des aliments pour animaux et des autres produits alimentaires diminuent de l'ordre de 2 %. Par contre, les produits de la pêche et les produits de la boulangerie-pâtisserie sont légèrement plus chers au premier trimestre 2010 qu'au premier trimestre 2009.

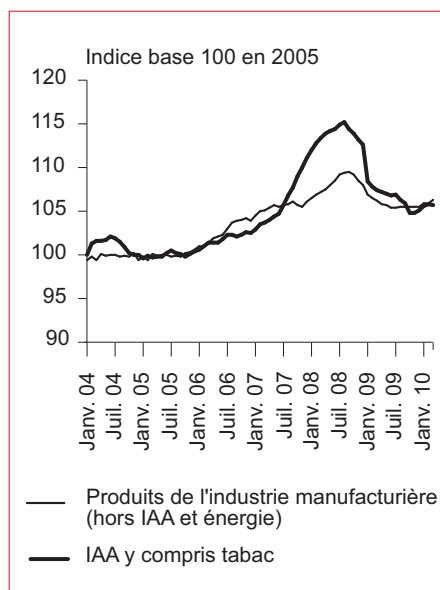
Le chiffre d'affaires est en légère hausse

Le chiffre d'affaires des IAA (y compris tabac) augmente de 1 % entre le premier trimestre 2009 et le premier trimestre 2010. Il diminue de 7 % par rapport au premier trimestre 2008, où la flambée des prix avait gonflé le chiffre d'affaires. Cette diminution est cependant accentuée par la nouvelle

comptabilisation des prix depuis janvier 2009, engendrée par l'application de certaines mesures de la loi de modernisation de l'économie. Au premier trimestre 2010, il retombe ainsi au niveau de 2007. Le chiffre d'affaires des boissons s'est plus accru que celui des produits alimentaires en glissement annuel. Les montants des ventes des boissons augmentent de 3 % sur un an, à la faveur de la reprise de la demande extérieure. Le chiffre d'affaires des boissons alcooliques distillées et du cidre et autres vins de fruits se développe ainsi de respectivement 14 % et 5 %. Cependant, le chiffre d'affaires des eaux de table et de la bière se rétracte par rapport au premier trimestre 2009.

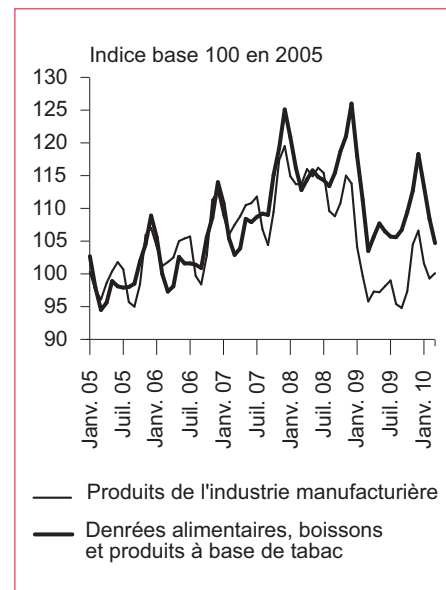
Le chiffre d'affaires des produits alimentaires augmente plus légèrement que celui des boissons (+ 0,7 %). Le montant des ventes s'améliore pour les produits laitiers, les produits de la pêche, les viandes et produits à base de viande et les produits de la boulangerie-pâtisserie. Ainsi, le chiffre d'affaires des produits laitiers augmente de 2 % sur un an, grâce à une activité dynamique. Le chiffre d'affaires du lait sec et des fromages est plus important qu'au premier trimestre 2009, mais celui du lait liquide, crème de lait et produits frais et du beurre conditionné GMS diminue. Le chiffre d'affaires des

Les prix retrouvent leur niveau de 2007



Source : Insee - IPP

Le chiffre d'affaires des IAA est en légère hausse au premier trimestre 2010, après un an de repli



Source : Insee, Ica

produits de la pêche et des produits de la boulangerie-pâtisserie est plus important qu'au premier trimestre 2009, grâce à l'amélioration de leur valorisation. Les viandes et produits à base de viandes ont aussi un chiffre d'affaires en hausse : malgré la baisse des prix, leur activité est dynamique.

Par contre, le chiffre d'affaires des produits du travail des grains, des huiles et graisses végétales et animales et des produits à base de fruits et légumes est en baisse, en raison de la réduction des prix par rapport au premier trimestre 2009.

Baisse modérée de l'emploi salarié au premier trimestre 2010

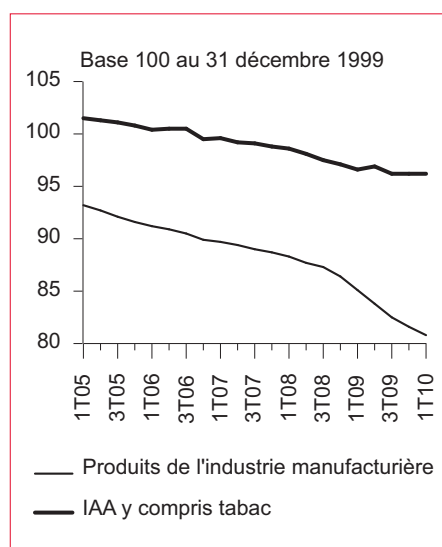
Au premier trimestre 2010, l'emploi salarié des IAA y compris tabac, salariés des entreprises artisanales de la charcuterie et de la boulangerie-pâtisserie inclus, se replie légèrement (- 0,4 % soit 2 000 emplois) par rapport au premier trimestre 2009. L'emploi salarié dans les IAA s'élève ainsi à 549 000 emplois fin mars 2010. La baisse, limitée, de l'emploi salarié dans les IAA est beaucoup plus modérée que dans l'ensemble de l'industrie manufacturière qui perd 5 % de ses emplois en un an, soit 156 000 emplois.

Les industriels ont de meilleures perspectives de production pour le deuxième trimestre 2010

Les industriels de l'agroalimentaire, interrogés en mars 2010, considèrent que leur production passée a sensiblement augmenté. Les stocks de produits finis se sont fortement réduits depuis le premier trimestre 2009. Les carnets

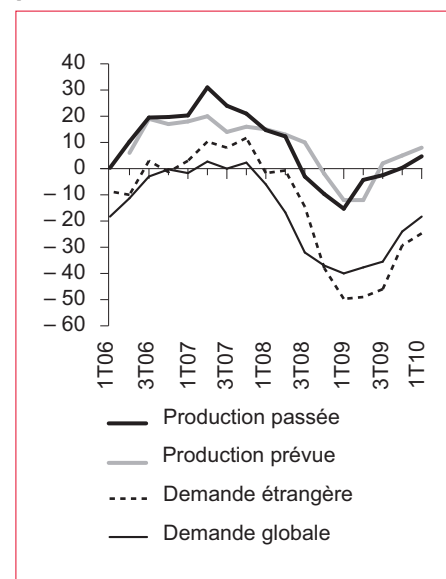
de commandes globales se regarnissent, rattrapant leur niveau moyen sur 2006/2009. Cependant, les commandes étrangères sont toujours jugées peu fournies. D'après les perspectives des industriels, la production continuerait de progresser au deuxième trimestre 2010.

Baisse limitée de l'emploi dans les IAA



Source : Insee - Emploi salarié en fin de trimestre

Meilleures perspectives de production des industriels pour le deuxième trimestre 2010



Source : Insee - Enquête mensuelle dans l'industrie - Solde CVS des réponses

Une demande extérieure en nette reprise au premier trimestre 2010

Évolution en %*	1er trim. 2010/1er trim. 2009					Année 2009/Année 2008				
	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations
Produits des industries alimentaires	3,1	-2,4	0,8	4,9	-2,5	0,7	-7,4	-7,5	-6,4	-5,7
Viandes et produits à base de viandes	1,9	-2,3	0,8	2,1	-1,9	-0,9	-5,5	-4,0	-8,0	-0,7
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche		1,9	6,1	-9,9	1,3		-5,4	-3,6	-18,6	-2,4
Produits à base de fruits et légumes	8,4**	-3,2	-1,6	4,7	-2,0	3,9	-7,3	-7,0	-2,8	-2,2
Huiles et graisses végétales et animales	8,2	-10,4	-9,0	3,3	-18,1	8,3	-18,6	-9,2	-14,1	-23,2
Produits laitiers	0,2	-3,3	1,6	7,5	4,8	-3,3	-11,6	-11,4	-11,2	-5,1
Produits du travail des grains et produits amylacés	7,9	-9,9	-7,3	-2,8	-10,2	-2,0	-9,9	-11,1	-12,8	-5,6
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	1,5	1,3	2,2	0,1	-3,0	1,8	-5,2	-5,1	-2,1	-5,2
Autres produits alimentaires	5,0	-1,9	4,0	12,7	3,8	3,7	-6,3	-6,9	1,6	-1,2
Aliments pour animaux	-2,6	-1,7	-2,8	-2,6	0,6	-5,1	-12,8	-11,9	0,5	-4,4
Boissons ***	10,5	-1,3	2,8	12,4	-7,9	-4,5	-2,6	-5,2	-14,9	-2,8
Tabac	-0,9	4,3		-18,6	-3,2	-12,9	3,9		-2,2	2,6
IAA y compris tabac	3,8	-2,0	1,2	6,5	-3,0	-0,2	-6,3	-7,2	-9,0	-5,0

* Les diverses sources rassemblées dans ce tableau de synthèse ont des couvertures différentes (champs, branche ou secteur) et ne sont pas de ce fait toujours immédiatement comparables.

** Non compris les préparations et conserves à base de pommes de terre.

*** Non compris les vins.

Source : Insee

Résultats définitifs de l'enquête annuelle d'entreprise dans les IAA en 2007¹

Principales données de structure des IAA en 2007

Entreprises de 20 salariés et plus	Entreprise nombre	Effectif salarié au 31/12		Chiffre d'affaires		Résultat courant avant impôt			Investissement (hors apport)		
		en milier	poids en %	milliard d'€	poids en %	million d'€	poids en %	% du CA	million d'€	poids en %	% du CA
10.1 Ind. des viandes	834	108,4	29,0	28,9	21,0	378	6,3	1,3	537	13,7	1,9
10.2 Ind. du poisson	107	10,9	2,9	2,8	2,0	60	1,0	2,1	63	1,6	2,3
10.3 Ind. fruits et lég.	165	24,0	6,4	7,7	5,6	263	4,4	3,4	250	6,4	3,2
10.4 Ind. corps gras	29	2,2	0,6	2,4	1,7	160	2,7	6,7	83	2,1	3,5
10.5 Ind. laitière	294	53,9	14,4	25,6	18,6	662	11,0	2,6	632	16,1	2,5
10.6 Travail du grain	105	12,0	3,2	5,7	4,1	396	6,6	6,9	242	6,2	4,2
10.7 Boulangerie-pâtis.	361	42,0	11,2	9,1	6,6	427	7,1	4,7	407	10,4	4,5
10.8 Autres ind. alim.	479	66,2	17,7	24,0	17,4	1 241	20,7	5,2	714	18,2	3,0
10.9 Fab. alim. Anim.	197	18,0	4,8	10,1	7,3	183	3,1	1,8	208	5,3	2,1
10 Ind. alimentaires	2 571	337,6	90,3	1 16,3	84,4	3 770	62,9	3,2	3 136	80,0	2,7
11 Ind. boissons	379	36,2	9,7	21,5	15,6	2226	37,1	10,4	783	20,0	3,6
Ensemble IAA	2 950	373,8	100,0	137,8	100,0	5 996	100,0	4,4	3 919	100,0	2,8

Champ : entreprises des IAA de 20 salariés et plus en 2007.

Source : Agreste – Enquête annuelle d'entreprise 2007 – Résultats définitifs

L'enquête annuelle d'entreprise offre tous les ans une information économique homogène et de qualité sur l'activité des principales firmes agroalimentaires ainsi que sur les différents moyens mis en œuvre pour la réaliser. Elle mesure les ventes détaillées par produits, l'emploi, l'investissement, les exportations, etc. Elle donne en parallèle un grand nombre d'informations sur les conditions d'exercice de cette activité (recours éventuel à la sous-traitance, travail sous marque de distributeur, niveau des dépenses de publicité, etc.) et s'assure de la cohérence comptable de l'ensemble. Elle pointe aussi les restructurations intervenues dans l'année.

Dans l'agroalimentaire comme dans le reste de l'industrie, l'enquête s'adresse à toutes les entreprises de transformation – hors charcuterie et boulangerie-pâtisserie artisanales – de 20 salariés et plus ou de plus de cinq millions d'euros de chiffre d'affaires. Cela concerne 2 950 entreprises dans la version révisée de la nomenclature d'activités française (Naf rév.2), entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2008. C'est 25 % des firmes agroalimentaires mais un peu plus de 90 % de l'emploi et 95 % du chiffre d'affaires du secteur.

En 2007, les résultats définitifs de l'enquête annuelle d'entreprise montrent une progression du chiffre d'affaires de 7,6 %. Jamais observé dans les dix années précédentes, ce taux reflète en partie l'évolution des prix à la production et plus précisément des cours des végétaux. À prix constant, la hausse des ventes de 2,9 % tranche avec celles de la décennie précédente. Elle s'explique essentiellement par la forte demande mondiale à l'origine d'une augmentation de 9,9 % de la valeur des exportations directes des entreprises agroalimentaires. Tous les domaines en bénéficient : l'industrie des boissons, celle du travail des grains et des produits amylacés, mais aussi l'industrie laitière que le niveau élevé des cours mondiaux conduit à axer davantage ses ventes vers les marchés extérieurs. La chocolaterie-confiserie, les plats préparés ou l'alimentation homogénéisée et diététique voient aussi également leurs exportations progresser de plus de 10 % en 2007. La situation de l'industrie des viandes redevient également plus normale de ce point de vue, après la disparition de l'embargo décrété de mars à juin 2006 par de nombreux pays pour les productions du secteur de l'abattage et de la découpe de volaille.

Parallèlement, la reprise des investissements amorcée en 2006 s'accélère. Voisine de 12 % cette croissance provient comme en 2006 de la création d'usines de fabrication de biocarburants. Mais pour les deux tiers, elle retrace aussi le dynamisme des investissements de l'industrie laitière, de celle des boissons rafraîchissantes, de l'alimentation animale ou encore de la boulangerie. L'emploi pour sa part cesse de se dégrader. Il est en recul dans l'industrie des viandes et dans celle des boissons. En revanche, des emplois sont créés en 2007 dans la boulangerie-pâtisserie industrielle, l'industrie des corps gras, la transformation du poisson. Le recours à l'intérim s'intensifie dans presque tous les secteurs.

1. Le système d'enquêtes auprès des entreprises est en cours de refonte à l'Insee. Les données 2008 ne sont pas encore disponibles et n'ont pas fait l'objet de publication.

Sources

- Les données présentées dans ce document portent sur l'ensemble des industries alimentaires y compris tabac Division 10, 11 et 12 de la nomenclature d'activité (NAF révision 2 entrée en vigueur en janvier 2008) pour les données conjoncturelles à partir de janvier 2009 et divisions 10 et 11 de la nomenclature d'activités française (NAF révision 2) pour les données structurelles sur l'année 2007. Elles incluent les boissons y compris les vins.
- L'ensemble Industrie manufacturière comprend toutes les industries manufacturières y compris les IAA, à l'exclusion de l'énergie et de la construction.
- Les différents indicateurs des IAA utilisés dans ce document sont en base et référence 100 en 2005. Ils ont des couvertures différentes (champs, branche ou secteur) et ne sont de ce fait pas toujours immédiatement comparables.
- L'Indicateur de chiffre d'affaires (Ica) et l'emploi salarié sont des indicateurs sectoriels. Les autres indicateurs - Indice de production industrielle (Ipi), Indice de prix à la production (Ipp), données sur le commerce extérieur - sont des indicateurs de branche.
- Les séries retenues pour l'Ipi couvrent partiellement certains domaines :
 - l'Ipi de l'industrie des fruits et légumes ne concerne pas les produits à base de pommes de terre ;
 - l'Ipi de l'industrie laitière couvre également les glaces et sorbets ;
 - l'Ipi de l'industrie des boissons ne comprend pas les vins.
- Lors des comparaisons, la période de référence lorsqu'elle n'est pas précisée, est le trimestre de l'année précédente.

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - IAA » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - IAA » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- Synthèses IAA : le premier mois de chaque trimestre
- « IAA 2009 : un second semestre mieux orienté », Synthèse n°2010/112, avril 2010
- « Au troisième trimestre 2009, l'éclaircie se confirme pour les IAA », Synthèse n°2009/103, janvier 2010
- « Amélioration de la conjoncture des IAA au deuxième trimestre 2009 », Synthèse n°2009/88, octobre 2009
- « Les IAA touchées par la crise économique mondiale au premier trimestre 2009 », Synthèse n°2009/81, juillet 2009
- « IAA - Enquête annuelle d'entreprise - Résultats sectoriels et régionaux 2007 », Chiffres et données, n° 163, février 2009
- « L'industrie des boissons pénalisée par la crise économique et un été pluvieux », Agreste Conjoncture, n° 2008/54, décembre 2008
- « Une croissance soutenue - Enquête annuelle d'entreprise IAA - Résultats définitifs 2007 », Agreste Primeur, n° 213, juillet 2008

ORGANISMES

Agreste : données collectées et diffusées par le Scees
AGPB : Association générale des producteurs de blé et autres céréales
AGPM : Association générale des producteurs de maïs
BNIC : Bureau national interprofessionnel du cognac
CGB : Confédération générale des planteurs de betteraves
CIC : Conseil international des céréales
Cidef : Comité interprofessionnel de la dinde
Cifog : Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras
CNCA : Caisse nationale de crédit agricole
Cniel-Iri : Comité national interprofessionnel de l'économie laitière - Information resources Inc.
CNIPT : Comité interprofessionnel de la pomme de terre
Coceral : Comité du commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agrofournitures de l'Union européenne
Consoscan : panel de consommateurs de la société TNS (Secodip)
DGAL : Direction générale de l'alimentation
DGI : Direction générale des impôts
DGCCRF : Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
DGDDI : Direction générale des douanes et droits indirects
DGPAAT : Direction générale des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires
DSV : Direction des services vétérinaires
Eurostat : office statistique des communautés européennes
FranceAgriMer : office national unique des produits de l'agriculture et de la mer depuis le 1^{er} avril 2009
FAO : Food and agriculture organisation
FOP : Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux
GIPT : Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre
GNIS : Groupement national interprofessionnel des semences et plants
Inra : Institut national de la recherche agronomique
Insee : Institut national de la statistique et des études économiques
Matif : Marché à terme international de France
OCM : Organisation commune des marchés
Office de l'élevage : résulte de la fusion de l'Ofival (Office national interprofessionnel des viandes, de l'élevage et de l'aviculture) et de l'Onilait (Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers)
Oilworld : independant forecasting service for oilseeds, oils and meals
OIS : Organisation mondiale du sucre
OIV : Organisation internationale de la vigne et du vin
OniGC : Office national interprofessionnel des grandes cultures. Résulte de la fusion de l'Onic (office national interprofessionnel des céréales), de l'Oniol (Office national interprofessionnel des oléagineux, protéagineux et cultures textiles) et du Firs (Fonds d'intervention et de régularisation du marché du sucre)
SSP : Service de la statistique et de la prospective
Secodip : Société d'étude de la consommation, de la distribution et de la publicité
SNIA : Syndicat national des industriels de la nutrition animale
SNFS : Société nationale des fabricants de sucre
SNM : Service des nouvelles des marchés
Syncopac : fédération nationale des coopératives de production et d'alimentation animale
UE : Union européenne (à 27 à partir de 2007)
UEBL : Union économique belgo-luxembourgeoise
Unifa : Union des industries de la fertilisation
Unip : Union nationale interprofessionnelle de plantes riches en protéines
USDA : United States department of agriculture (homologue américain du Ministère de l'agriculture et de la pêche)
Viniflhor : office national interprofessionnel des légumes, des vins et de l'horticulture. Résulte de la fusion entre l'Onivins (Office national interprofessionnel des vins) et l'Oniflhor (Office national interprofessionnel des fruits et légumes et de l'horticulture)

ABRÉVIATIONS

AB : agriculture biologique
AOC : appellation d'origine contrôlée
AOP : appellation d'origine protégée

ACE : aides aux cultures énergétiques
ADL : aide directe
BDNI : base de données nationales d'identification
BTP : bâtiment et travaux publics
Caf : coût, assurance, fret
Cib : consommation indigène brute
Cic : consommation indigène corrigée
CJO : corrigé des jours ouvrables
CPA : classification de produits associés aux activités
CPF : classification de produits française
CVJA : corrigé des variations journalières d'abattages
CVS : corrigé des variations saisonnières
Fab : franco à bord
Fac : fonds d'allègement des charges
Fob : free on board
IAA : industries agroalimentaires
Ica : Indice de chiffre d'affaires
IGP : indication géographique protégée
lpa : indice de prix de l'alimentation animale
lpampa : indice des prix d'achat des moyens de production agricole
IPC : indice des prix à la consommation
lpi : indice des prix industriels
IPP : indice de production industrielle
lppap : indice des prix des produits agricoles à la production
IPVI : indice des prix de vente industriels
Isop : informations et suivi objectif des prairies
MBS : marge brute standard
MCM : montants compensatoires monétaires
Min : marchés d'intérêt national
mm3, mm12 : moyenne mobile sur 3 mois, moyenne mobile sur 12 mois
MS : matière sèche
NC : nomenclature combinée
OCM : organisation commune de marché
OTEX : orientation technico-économique des exploitations
Pac : poulet prêt à cuire
Pib : production indigène brute
Pic : production indigène contrôlée
SAA : statistique agricole annuelle
Sap : statistique annuelle provisoire
Smic : salaire minimum interprofessionnel de croissance
SRW : soft red winter
Tec : tonne équivalent carcasse
Teoc : tonne équivalent œuf coquille
TIPP : taxe intérieure sur les produits pétroliers
TNO : tendance nationale officielle
VAIG : vins avec indication géographique
VCC : vins de consommation courante
VDQS : vins délimités de qualité supérieure
VQPRD : vins de qualité produits dans des régions délimitées
VSM : viande séparée mécaniquement

Pour en savoir plus

- Le site Agreste de la statistique agricole : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les publications Agreste Conjoncture sont consultables dans la rubrique *Conjoncture*.

Les séries conjoncturelles sont disponibles dans l'espace *Données en ligne*.

- Le site de FranceAgriMer - Service des nouvelles des marchés : www.snm.agriculture.gouv.fr

Des séries de prix sont disponibles sur le site du SNM.

- Le Centre d'information et de documentation Agreste (CDIA) : agreste-info@agriculture.gouv.fr

Le CDIA est ouvert les lundis, mardis et jeudis de 14 h à 17 h - Tél. : 01 49 55 85 85.



Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche
Secrétariat Général

SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE

12 rue Henri Rol-Tanguy - TSA 70007 - 93555 MONTREUIL SOUS BOIS Cedex
Tél. : 01 49 55 85 05 - Site Internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Directrice de la publication : Fabienne Rosenwald
Rédacteur en chef : Christine Deroin
Composition : SSP Beauvais
Dépôt légal : À parution
ISSN : 1274-1086
© Agreste 2010

Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole
www.agreste.agriculture.gouv.fr